

Ségolène Royal au Devoir

La ministre française de l'Environnement rejette les énergies fossiles, mais sans accuser le Canada

Page A 3



L'Arabie saoudite maintient sa sentence contre Raïf Badawi. Ottawa est sommé d'agir. Page A 2

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

Vol. CVI N° 126

LE DEVOIR, LE LUNDI 8 JUIN 2015

1,13 \$ + TAXES = 1,30 \$

HOMMAGES À UN GRAND QUÉBÉCOIS



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Jacques Parizeau était exposé en chapelle ardente ce week-end à Montréal (notre photo) et à Québec. Pierre Karl Péladeau a offert ses condoléances à Lisette Lapointe et aux membres de la famille Parizeau. Page A 2

POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DU QUÉBEC

Une table d'experts étrangers pro-pétrole

ALEXANDRE SHIELDS

La troisième et dernière table d'experts en vue de l'élaboration de la future politique énergétique réunira un panel composé essentiellement de tenants des énergies fossiles. Et parmi ces 11 experts choisis par le gouvernement Couillard pour alimenter la « réflexion » sur les hydrocarbures, un seul provient du Québec.

Le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Pierre Arcand, vient de rendre publique la liste des participants à la table d'experts qui se tiendra le 15 juin, à Québec. Celle-ci comprend des acteurs de l'industrie des énergies fossiles ou des gens qui ont travaillé de près avec cette industrie au cours de leur carrière.

On retrouve ainsi trois « experts » provenant de l'Alberta, dont la présidente de l'Association canadienne des pipelines, Brenda Kenny. Le gouvernement du Québec a aussi invité le « directeur de

VOIR PAGE A 8 : EXPERTS

AU FOND DU Puits

Toujours devant, toujours les mêmes

JEAN DION



Le circuit Gilles-Villeneuve est réputé imprévisible — enfin, pas la piste elle-même, qui demeure pas mal la même

année après année, mais les courses qu'on y présente —, mais il arrive que le génie industriel allemand, qui apparemment abhorre l'inattendu, se révèle trop fort même pour un parcours truffé de pièges. Ainsi la domination de Mercedes, criante en Formule 1 depuis l'avènement des moteurs hybrides, s'est-elle poursuivie dimanche. Même pas proche. Le seul qui l'ait un peu menacée cette saison, Sebastian Vettel, a vaillamment lutté et gagné 13 positions grâce à une mécanique qu'il a dit améliorée,

mais en punition à l'arrière de la classe, il était parti de loin pour espérer se faire justice.

Lewis Hamilton et Nico Rosberg sont partis de la première ligne et, pendant 70 tours, ils se sont suivis, une demi-heure devant les autres, et s'ils ont regardé derrière, ils n'ont certaine-

VOIR PAGE A 8 : COURSE

Lire aussi Formule 1. Lewis Hamilton confirme sa suprématie. Page B 4



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Le Britannique Lewis Hamilton a remporté le Grand Prix du Canada.

AUJOURD'HUI

Actualités › Contre les vagues. Une chronique de Jean-François Nadeau sur Jacques Parizeau. Page A 3

Société › Eau de céleri, un parfum artisanal québécois qui séduit Los Angeles. Page A 5

Sur la route › La ville à 30 km/h. Un mouvement veut réduire la vitesse des autos pour favoriser le partage des rues avec les piétons et les cyclistes. Page B 5

Le Monde › Turquie. Erdogan perd sa majorité absolue alors que les Kurdes font une percée. Page B 1



Avis légaux..... B 2
Décès..... B 6
Météo..... B 5
Mots croisés..... B 5
Petites annonces..... B 6
Sudoku..... B 4



FRANCIS VACHON LE DEVOIR

Le soupir d'un souverainiste fatigué

Pierre Karl Péladeau est « l'homme de la dernière chance », croit le sociologue Jacques Beauchemin

MARCO FORTIER

Jacques Beauchemin est fatigué. Épuisé de se battre pour un rêve rejeté par la majorité des Québécois. Et il est convaincu que les Québécois sont tellement blasés qu'ils risquent de rater leur rendez-vous avec l'histoire s'ils renoncent à faire l'indépendance avec Pierre Karl Péladeau, « l'homme de la dernière chance ».

Dans un essai à paraître mardi, le sociologue et ancien sous-ministre affirme que les Québé-

cois se trouvent à la croisée des chemins. Ils ont le choix entre la « démission tranquille » et la reprise du combat pour la survie de la culture française en Amérique.

« Le Québec d'aujourd'hui est fatigué de se poser la question de son devenir. Les signes de cette fatigue sont partout présents. Peut-être avons-nous épuisé le carburant qui nous aura permis de nous rendre jusque là où nous sommes, c'est-à-dire à l'orée d'une possible indépendance poli-

VOIR PAGE A 8 : SOUPIR

POINT CHAUD

Le dilemme du maintenir en vie « à tout prix »

JESSICA NADEAU

Combien coûtent les soins prodigués à une personne malade pour la maintenir en vie « à tout prix »? L'ancien gestionnaire de la santé David Levine est conscient que la question est « délicate ». Mais il estime qu'il est de la responsabilité des Québécois de se poser la question pour préserver un système de santé viable sur le plan financier.

« Une proportion non négligeable des coûts des soins de santé est engagée lors des derniers mois de la vie d'une personne. Ils incluent souvent des interventions destinées à maintenir les patients en vie à tout prix, par opposition à une approche palliative visant à les aider à faire face aux grandes questions de fin de vie. Nous devons lancer un débat public pour que la population soit au fait des coûts et des conséquences des soins de fin de vie disproportionnés. »

C'est un tout petit paragraphe, dans un livre de plus de 300 pages, intitulé *Santé et politique*, que vient de publier chez Boréal celui qui a été

VOIR PAGE A 8 : DILEMME

ACTUALITÉS

Les crimes d'honneur dans la mire de Québec

Le gouvernement Couillard déposera cette semaine un projet de loi dans le but de prévenir les crimes d'honneur, selon des informations obtenues par Radio-Canada. Ce dernier, qui sera présenté à l'Assemblée nationale au courant des prochains jours, vise à modifier le Code pénal dans le but de « protéger les victimes » et « d'augmenter le pouvoir d'intervention » des policiers et des différents intervenants proches des victimes potentielles. Québec souhaite ainsi éviter que l'affaire Shafia, survenue en 2009, ne se répète dans d'autres familles. Le projet de loi devrait également agir contre les discours haineux.

Le Devoir

Juripop essaie le sociofinancement

La Clinique juridique Juripop, qui défend les personnes ayant un revenu familial inférieur à 55 000\$ et qui ne sont pas admissibles à l'aide juridique gouvernementale, lance sa toute première campagne de sociofinancement. L'objectif est d'amasser environ 22 000\$ en 30 jours. Le président-fondateur de Juripop, M^e Marc-Antoine Cloutier, explique que la mission de la clinique, faciliter l'accès à la justice, est primordiale puisqu'il s'agit d'un droit fondamental. M^e Cloutier rappelle qu'un nombre impressionnant de Québécois ne peuvent bénéficier de l'aide juridique du gouvernement et n'ont pas les moyens de se payer les services d'un avocat. Les représentants de Juripop évoquent le contexte général d'austérité au Québec pour lancer un appel à la population.

La Presse canadienne

Michaëlle Jean veut un statut de ville bilingue à Ottawa

La secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, Michaëlle Jean, a profité de son passage devant la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) pour affirmer son intérêt pour la désignation bilingue de la Ville d'Ottawa. Invitée à l'occasion de l'assemblée générale de la FCFA samedi, l'ancienne gouverneure générale du Canada a affirmé qu'« à titre de Franco-Ontarienne d'adoption », elle avait « toujours été d'avis que la capitale [canadienne] doit être un lieu de rayonnement et d'affirmation du bilinguisme [au pays] ». Bien que ce débat dure depuis longtemps, il a pris de l'ampleur ces derniers mois, surtout lors de la dernière campagne électorale municipale ottavienne en août 2014.

Le Devoir

Le phoque gris de nouveau convoité

Pêches et Océans Canada pourrait songer à rétablir le commerce de produits du phoque gris. Le ministère a examiné une proposition élaborée par l'Institut de la fourrure du Canada (IFC) qui vise à éliminer 70% de la population de phoques gris du golfe du Saint-Laurent en cinq ans. Les pêcheurs se plaignent de leur présence accrue, qui nuit à leurs prises de poissons. L'IFC estime que cet abattage massif permettrait au pays de vendre plusieurs produits à de nouveaux marchés. Le ministère n'a pas voulu accorder d'entrevue à La Presse canadienne, mais, dans un courriel, on indique que le rapport a été pris en considération.

La Presse canadienne

Le sort de Raïf Badawi entre les mains d'Ottawa

Élus et organismes exhortent Stephen Harper à agir après la confirmation de la peine du blogueur saoudien

LAURA PELLETIER

Tout à tour, des élus et organismes joints par *Le Devoir* ont exhorté dimanche le gouvernement canadien à augmenter ses pressions auprès de l'Arabie saoudite, après que la Cour suprême de ce pays eut annoncé le maintien de la peine du blogueur Raïf Badawi, sans possibilité d'appel.

« Maintenant, c'est sur le plan politique que [la libération de M. Badawi] se joue », reconnaît la ministre québécoise des Relations internationales, Christine St-Pierre.

Elle a martelé que « le gouvernement du Canada doit changer de vitesse, accentuer la pression », notamment en « entrant en contact avec les autorités » saoudiennes et en se « joignant au mouvement » qui demande la libération du blogueur de façon « claire ».

Plus tôt dans la journée, M^{me} St-Pierre avait parlé à l'épouse de M. Badawi, Ensaf Haidar, réfugiée à Sherbrooke avec ses trois enfants, pour lui confirmer que le Québec l'ap-

« Le gouvernement du Canada doit changer de vitesse, accentuer la pression »

Christine St-Pierre, ministre des Relations internationales

puie. Elle souhaite maintenant discuter avec le ministre des Affaires étrangères, Rob Nicholson, et ce, dès que possible.

Parlant au nom de son parti, la députée péquiste Carole Poirier a qualifié de « gênante » l'absence d'« énergie » du gouvernement canadien dans ce dossier.

Dans un gazouillis, le député de Québec solidaire Amir Khadir a demandé au Canada de « forcer [la main] » à l'Arabie saoudite « en interdisant la vente d'armes » pour « libérer » Raïf Badawi.

Appel unanime

« Des dirigeants du monde entier appuient la cause de Raïf Badawi, a rappelé le chef néo-

démocrate, Thomas Mulcair. J'ai écrit au premier ministre, je l'ai interpellé à la période de questions. [...] Quand Stephen Harper va-t-il enfin agir pour que Raïf Badawi soit réuni avec sa famille ? »

Le maire de Montréal, Denis Coderre, a demandé une fois de plus « à Ottawa et au ministre Nicholson d'augmenter leurs pressions et de demander rien de moins que la libération de Raïf Badawi ».

Mireille Elchacar d'Amnistie internationale, qui soutient M^{me} Haidar depuis le début, s'impatiente. « Ça suffit ! Il faut que le gouvernement agisse et rapidement ! Le premier ministre canadien, Stephen Harper, n'a dénoncé qu'une seule fois le cas

de Raïf Badawi. On veut que MM. Harper et Nicholson prennent la parole très fortement. »

A ses yeux, les citoyens « ont fait leur part » avec des campagnes Web, des visites d'écoles, des conférences de presse et des pétitions. « C'est au tour du gouvernement canadien d'aider les résidents qu'il a accueillis ici. »

La ministre St-Pierre demande toutefois à tous de contribuer pour « éviter que cette histoire sombre dans l'oubli. »

Ottawa maintient le cap

« Bien que M. Badawi ne soit pas citoyen canadien, nous continuerons à faire connaître notre position, publiquement et par voie diplomatique », a répliqué Nicolas Doire, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Il rappelle que l'ambassadeur du Canada pour la liberté de religion s'est prononcé de façon claire sur le sujet et que l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Ottawa, le commissaire aux droits de l'homme d'Arabie saoudite et le ministère

saoudien des Affaires étrangères ont été rencontrés.

Raïf Badawi conserve sa peine de 50 coups de fouet hebdomadaires durant vingt semaines, 10 ans de prison et une amende de 266 000\$ pour « insulte à l'islam ». Cette peine ne peut être annulée sans le pardon royal.

De retour d'une prolifique tournée européenne, M^{me} Haidar comptait sur ce pardon, dont bénéficient des prisonniers à l'approche du ramadan. Elle a été sous le choc en apprenant la nouvelle.

Épargné par les coups de fouet depuis le 9 janvier 2015, officiellement en raison de son état de santé, Raïf Badawi pourrait revivre ce cauchemar dès vendredi.

C'est ce que craint le plus sa femme. « M^{me} Haidar m'a dit qu'elle croit que ça va recommencer », relate Mireille Elchacar, notamment parce que M. Badawi n'aurait pas revu de médecin depuis plusieurs semaines.

Le Devoir



FRANCIS VACHON LA PRESSE CANADIENNE

Le cercueil de Jacques Parizeau a quitté l'Assemblée nationale dimanche après avoir été salué par des milliers de personnes. Son épouse, Lisette Lapointe, suivait le cortège.

Des hommages par milliers pour Jacques Parizeau

L'Assemblée nationale a ouvert ses portes dimanche à plus d'un millier de citoyens, qui souhaitent rendre un dernier hommage à l'ex-premier ministre Jacques Parizeau, décédé lundi soir à l'âge de 84 ans, entouré de ses proches.

La veille, ils étaient venus par centaines pour se recueillir auprès de celui qu'on surnommait « Monsieur » et offrir leurs condoléances à sa famille et à son épouse, Lisette Lapointe, sur le parquet de la Caisse de dépôt et placement du Québec, dont M. Parizeau a été l'un des bâtisseurs.

Le cortège funèbre, avec à sa tête la veuve de M. Parizeau, Lisette Lapointe, est arrivé peu avant 10 h devant l'Assemblée nationale dimanche, où le cercueil recouvert du fleurdelisé a été transporté jusqu'au Salon rouge, transformé en chapelle ardente.

Certains ont attendu près de deux heures pour entrer dans l'auguste enceinte du Salon rouge, alors que la file de visiteurs s'allongeait jusqu'à la fontaine de Tourny sur l'avenue Honoré-Mercier.

L'ex-premier ministre Lucien Bouchard a avoué être « frappé » par la reconnaissance exprimée par le public à l'endroit de M. Parizeau, surtout en cette période de grand cynisme envers la politique.

« C'est un retour des choses très significatif, M. Parizeau lui-même aurait été extrêmement touché par des témoignages comme ceux-là. La vie politique est dure et il l'a eue aussi dure que n'importe qui sinon plus, a dit la figure de

Plusieurs se sont rappelé des moments passés auprès du grand bâtisseur

propre du camp du Oui en 1995. C'est un geste de reconnaissance et il y a quelque chose d'apaisant là-dedans. »

Plusieurs se sont rappelé des moments passés auprès du grand bâtisseur. Directeur de cabinet de René Lévesque entre 1977 et 1984, Jean-Roch Boivin a parlé d'une période difficile traversée par M. Parizeau au début des années 1980.

« Peu de gens le savent, mais c'était un homme assez seul. Il m'a fait des confidences. Une fois, il m'a dit, "M. Boivin, ça fait du bien d'avoir un ami, je suis seul". J'ai été pas mal surpris. »

« Il a eu le courage de se tenir debout, a quant à lui soulevé le chef du Parti québécois, Pierre Karl Péladeau. Il a transmis un fort et très étendu message [disant] que nous sommes capables de réussir, nous l'avons fait et poursuivons sur les messages d'espoir. »

Arrivé tôt samedi, le premier ministre Philippe Couillard n'a eu que de bons mots pour l'ancien premier ministre. Le siège de la Caisse de dépôt et placement, place Jean-Paul-Riopelle, portera le nom de l'ancien premier ministre, a-t-il réitéré.

Le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), François Legault, a affirmé que la mise sur pied de la Caisse de dépôt et placement était le plus grand legs de M. Parizeau.

Peu de gens peuvent prétendre avoir réellement changé le Québec, et Jacques Parizeau est de ce nombre restreint, a déclaré le maire de Québec, Régis Labeaume.

Les funérailles nationales de Jacques Parizeau seront célébrées mardi à l'église Saint-Germain d'Outremont à 14 h.

Avec La Presse canadienne Le Devoir

DROIT DE LA FAMILLE

Après Lola c. Éric, à Québec de jouer

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

C'est maintenant au gouvernement québécois de jouer s'il souhaite répondre à l'esprit du jugement de la Cour suprême dans la célèbre cause Lola c. Éric. Le comité consultatif mis sur pied dans la foulée de cette décision a en effet remis ses recommandations pour une réforme en profondeur du droit québécois de la famille.

Le rapport final du groupe d'experts sera dévoilé ce lundi à Montréal. Au terme du premier volet de ses travaux, en octobre 2013, le comité avait statué qu'une réforme majeure s'imposait pour arrimer le Code de la famille aux réalités actuelles. La deuxième phase de réflexion devait servir à faire des recommandations précises pour guider Québec dans cette délicate opération.

En effet, le droit québécois de la famille n'a pas été revu de manière approfondie depuis 1980. Dans son premier rapport, le comité consultatif écrivait qu'il y a « un décalage significatif entre le modèle familial reconnu par le Code civil et les diverses configurations conjugales et familiales d'aujourd'hui ».

Les statistiques montrent que près de 80% des couples vivent en union libre, et que moins de 40% des enfants naissent au sein de ménages mariés. Or, c'est encore le mariage qui constitue la porte d'entrée au droit de la famille, rappelaient les experts.

Dans la cause Lola c. Éric, la Cour suprême avait jugé que le Code civil du Québec est discriminatoire envers les conjoints de fait, parce qu'il ne leur accorde pas les mêmes droits qu'aux couples mariés (pension alimentaire et partage du patrimoine familial en cas de divorce). La juge en chef avait recommandé à Québec de modifier son code pour mettre fin à ce déséquilibre. C'est dans ce contexte que le comité consultatif a été créé, en avril 2013.

Un enfant ou même pas ?

Dans son rapport de mi-mandat, le comité avait suggéré que ce soit désormais la naissance ou la prise en charge d'un enfant qui justifie l'application du droit de la famille, et non plus seulement le mariage.

On faisait remarquer que l'arrivée d'un enfant représente la « principale source d'interdépendance conjugale et familiale », et qu'elle fait régulièrement en sorte qu'un des conjoints ralentisse sa cadence professionnelle. Les conséquences économiques d'un tel choix ne sont pas protégées par la version actuelle du Code de la famille.

Dans un volumineux avis soumis au comité il y a un an, le Conseil du statut de la femme (CSF) prônait pour sa part que



LA PRESSE CANADIENNE

La ministre Stéphanie Vallée insiste sur la « liberté de choix ».

« [Il y a] un décalage significatif entre le modèle familial reconnu par le Code civil et les diverses configurations conjugales et familiales d'aujourd'hui »

Extrait du premier rapport du comité consultatif

tous les couples devraient bénéficier d'une protection juridique, même ceux qui n'ont pas d'enfant et qui ne sont pas mariés.

Le CSF rappelait que les femmes sont encore aujourd'hui les grandes perdantes des fins de vie commune. Il souhaitait donc que les conjoints de fait soient soumis aux mêmes obligations de pension alimentaire et de partage du patrimoine familial que les couples mariés, dès lors qu'ils ont habité ensemble pendant plus de deux ans. Le conseil prévoyait par ailleurs un mécanisme permettant aux couples qui l'auraient désiré de se soustraire à l'application de ces règles, de manière à ne pas « marier de force » tous les couples du Québec.

La ministre de la Justice, Stéphanie Vallée, avait toutefois rapidement indiqué que Québec n'irait pas aussi loin que ce que souhaite le CSF. « Notre droit civil reconnaît la liberté de choix », disait-elle en rappelant que les couples peuvent signer un contrat de vie commune ou contracter une union civile s'ils désirent être protégés comme s'ils étaient mariés.

La cause Lola c. Éric avait été lancée par l'ex-compagne d'un milliardaire québécois, qui demandait une pension alimentaire pour elle-même (et pas seulement pour leurs enfants) après leur rupture.

Le Devoir

Congédié?

Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

Résultats des tirages du : 2015-06-06

LOTTO 649 08 12 22 35 38 44 27 compl.

+ 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$
76576581-03
(Numéros complets non décomposables)

Prochain gros lot (approx.) :
10 000 000 \$ + 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$

Extra 2107236

Résultats des tirages du : 2015-06-05

LOTTO MAX

Résultats complets sur lotoquebec.com

Prochain gros lot (approx.) : 38 000 000 \$

Extra 2290923

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

ACTUALITÉS

Contre
les vaguesJEAN-FRANÇOIS
NADEAU

Rue Notre-Dame à Montréal, pendant des années, les curieux pouvaient voir par la brèche d'un mur le jardin intérieur de la maison qu'occupait jadis Louis-Joseph Papineau. Cette demeure avait été assaillie une nuit par des opposants qui souhaitaient le pendre. Papineau manqua bien près d'y passer. Cette résidence apparaît toujours comme un haut symbole d'une lutte en faveur d'une émancipation collective. Mais à un coin de rue de là, ce n'est pas à lui mais à Sir George-Étienne Cartier qu'on a choisi d'élever un musée.

Beaucoup des monuments offerts à notre considération apparaissent misérables dès lors qu'on les renverse pour voir les vers qui grouillent dessous. Chez nous, les artifices de la postérité saillent souvent ceux qui ont vécu dos à l'avenir.

Quel sort réservera-t-on à la mémoire de Parizeau? Se souviendra-t-on de lui, y compris pour les critiques très dures qu'il adressait à son parti?

Les édifices fédéraux n'ont pas reçu d'avis immédiat de mise en berne de leurs drapeaux. Que voulez-vous, tout le monde ne peut évidemment pas être un obscur sénateur ou un vice-roi décoratif pour vite obtenir la reconnaissance publique.

Mais ceux qui s'imaginent que l'indépendance politique est en passe de n'être plus que le sujet d'un passé clos tandis qu'on ferme pareil tombeau se trompent.

Devant toutes les grossièretés qu'on a pu lire à la mort de Parizeau sous la plume de certains de ses opposants, une seule réaction possible: faire l'économie de son mépris puisque, avec des gens pareils, on se ruinerait bien vite.

Pour servir une mémoire commune, chacun en est à égrener patiemment son chapelet de souvenirs.

J'avais rencontré Jacques Parizeau à quelques reprises déjà lorsqu'on me demanda de travailler à ses côtés à la préparation d'un livre. Après sa démission, l'État avait mis à sa disposition un bureau, une secrétaire et un garde du corps dont la vigilance était aussi efficace que nécessaire.

Jacques Parizeau ne baissait pas les bras. Une campagne électorale fédérale se mettait en branle. Sans se l'avouer, le Bloc québécois avait une fois encore besoin d'un ténor pour ne pas avoir l'air de chanter faux en solo. Ce livre allait donner à Parizeau l'occasion de se faire entendre.

J'étais à son bureau presque tous les jours. Sa secrétaire, M^{me} Brousseau, apportait les documents. J'écoutais, j'observais, j'admirais. J'ai fini malgré tout par jouer mon rôle sans pour autant que Jacques Parizeau ne quitte le sien, redevenant à loisir devant moi un professeur autant qu'un chef d'État.

Un matin, je l'avais trouvé indigné, incapable de travailler. «Vous avez vu, me dit-il, le constat que dresse cette agence de notation pour le Québec?» Comme tout le monde, j'avais lu cela dans les quotidiens. Et le voilà qui me trace un schéma au tableau. «Voici en clair ce que ces analystes affirment.» Puis à côté, il esquisse un nouveau schéma. «Mais voici ce que notre gouvernement raconte: exactement le contraire! J'en ai assez qu'on dise n'importe quoi.»

Parizeau ne supportait pas qu'une quête aveugle en faveur de la réduction d'un déficit conduise à crever les yeux à la social-démocratie.

Un autre jour, une pile de gros livres m'attendait. «Mon père était aussi historien. Ce sont des livres de sa bibliothèque. Ils vous seront plus utiles à vous qu'à moi.» Il m'offrait quelques tomes du *Dictionnaire biographique du Canada*, outil indispensable pour qui veut considérer l'histoire autrement qu'en salade.

Il existe une maladie propre à l'histoire de ce faux pays auquel les vrais grands personnages ne peuvent rien: celle de voir tout un peuple croire qu'un génie surgira un jour, qu' alors tout commencera, que tout sera accompli. Cet emballement populaire, toujours renouvelé selon la mythologie du moment, permet de s'éviter de voir que les mouvements de fond avalent immanquablement les vagues qui se dessinent à la surface de maigres réputations.

Je crois en l'importance des Louis-Joseph Papineau autant que des Jacques Parizeau, mais non à leur nécessité absolue. On estime trop facilement que des gens pareils portent leur peuple seul, comme s'il s'agissait d'une simple relation de cause à effet, alors qu'en vérité ils sont portés autant que porteurs. Cela, Parizeau le savait.

Plusieurs mois après la parution de *Pour un Québec souverain*, immense succès de librairie, mon ami Falardeau tournait un Elvis Gratton. Dans le film, son personnage d'inculte colonisé publiait un livre bilingue, *Ma vie/My Life*. Falardeau me demanda comment je pourrais lui obtenir de faux livres aux fins de ce vrai tournage. Le plus rapide était d'habiller d'une jaquette de papier un livre déjà existant. Il restait justement des livres de Parizeau...

Au moment du tournage, Jean-René Dufort s'était emparé du faux livre de Gratton pour constater qu'il s'agissait d'une simple coquille installée sur celui de Parizeau.

Monsieur ayant eu vent de cette histoire téléphona aux éditions. «Évidemment, j' imagine que c'est un canular?» Malaise, embarrassé... Parizeau n'en éprouvait pas moins une profonde admiration pour Falardeau. Au matin des funérailles de ce dernier, il était un des premiers sur place, solennel, ému, discret. Il appréciait que d'autres que lui, selon des moyens différents, puissent tout aussi vaillamment contribuer à forcer le destin pour qu'une société meilleure se dresse enfin.

jfn@ledevoir.com



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La ministre française de l'Environnement, Ségolène Royal, presse tous les pays de prendre conscience de «l'urgence climatique». Paris accueillera cet automne les négociations sur le climat qui doivent déboucher sur l'accord le plus ambitieux de l'histoire.

BOULEVERSEMENTS CLIMATIQUES

Ségolène Royal vise les énergies fossiles, mais pas le Canada

ALEXANDRE SHIELDS

La ministre française de l'Environnement, Ségolène Royal, estime que chaque pays doit «prendre ses responsabilités» en vue de l'accord de Paris sur le climat. Elle refuse toutefois de se joindre au concert de critiques adressées au gouvernement Harper. Dans le cadre d'une entrevue exclusive accordée au *Devoir*, elle néanmoins reconnu que l'épineux dossier des énergies fossiles constitue «le principal problème à régler».

«Je ne me sens absolument pas en position de donner des leçons. Si nous commençons à donner des leçons au reste du monde, nous n'allons pas être écoutés», a souligné dimanche la ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. En revanche, c'est à chaque pays de prendre ses responsabilités par rapport à la question du dérèglement climatique.»

M^{me} Royal a tenu à saluer les récents engagements pris par Ottawa en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), en vue du sommet de Paris. «Avant, le Canada n'avait même pas fait connaître sa contribution. Maintenant, il l'a fait, et avec des objectifs qui n'étaient même pas imaginables au mois de décembre dernier. Donc, les choses sont en train de progresser», a-t-elle fait valoir.

Le gouvernement Harper s'est effectivement engagé à réduire ses GES de 30% d'ici 2030, par rapport à 2005. Cette cible a toutefois été fixée sans l'accord des provinces. Qui plus est, elle a été dévoilée dans un contexte d'augmentation constante des émissions canadiennes en raison de la croissance de la production d'énergies fossiles. Et le fédéral refuse toujours de réglementer les GES émis par ce secteur.

Le problème pétrolier

Si elle se garde de critiquer le préjugé très favorable du gouvernement canadien envers le secteur pétrolier, Ségolène Royal n'en estime pas moins que les énergies fossiles constituent «le principal problème à régler» pour lutter concrètement contre les changements climatiques. «Mais, a-t-elle ajouté, nous sommes tous dépendants des énergies fossiles. Nous devons donc tous préparer l'après-pétrole. Nous devons faire la transition vers les énergies renouvelables.»

M^{me} Royal a d'ailleurs rappelé que les travaux

La litigieuse filière du gaz de schiste

Même si la France a imposé un moratoire à l'industrie du gaz de schiste sur son territoire, Ségolène Royal a refusé de suggérer au Québec d'aller dans le même sens. «Je ne veux pas faire de polémique sur la question des énergies. C'est à chacun de définir son modèle énergétique», a-t-elle d'abord souligné au *Devoir*. La ministre française de l'Environnement a tout de même expliqué les raisons qui ont motivé le blocage de la filière. «Nous avons fait le moratoire parce que les populations sont farouchement hostiles à la recherche de gaz de schiste et parce que moi, en tant que ministre de l'Environnement, je

considère que les technologies actuelles de fracturation hydraulique sont dangereuses pour l'environnement, notamment pour les nappes phréatiques.» Près de cinq ans après le début de la vive controverse au Québec, le dossier du gaz de schiste est toujours en suspens. Il est d'ailleurs inclus dans la présente évaluation environnementale stratégique menée par le gouvernement Couillard sur les hydrocarbures. Il s'agit de la troisième évaluation de la filière depuis 2010. La carte des permis d'exploration indique par ailleurs que l'essentiel des permis en vigueur en 2010 le sont toujours.

du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ont clairement fait la démonstration de la nécessité de réduire notre consommation d'énergies fossiles. Selon le plus récent rapport du groupe scientifique, l'humanité doit en effet se fixer comme objectif de ramener à zéro les émissions mondiales de GES d'ici la fin du présent siècle.

Un groupe d'experts canadiens a même proposé plus tôt cette année une réduction des GES de 80% pour le Canada, et ce, d'ici 2050. Même la secrétaire générale de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, Christiana Figueres, a pressé le Canada de tourner le dos aux combustibles fossiles.

Dans ce contexte, est-ce que la croissance attendue de la production des sables bitumineux peut être compatible avec la lutte contre les bouleversements? «C'est au Canada de décider», a laissé tomber Ségolène Royal. «Nous sommes tous comptables de ce qui se passe. Personne ne pourra s'exonérer de sa responsabilité à l'égard du dérèglement climatique», a cependant affirmé la ministre française.

«Personne ne pourra dire qu'on ne savait pas. Personne ne pourra dire qu'on ignorait l'urgence», a également souligné M^{me} Royal. A six mois du sommet de Paris, qui doit en théorie déboucher sur la signature de l'accord climatique le plus ambitieux de tous les temps, elle a tenu à rappeler l'importance d'«accélérer les choses».

Selon elle, les pays développés ont une responsabilité à l'égard des pays en développe-

ment, dans la mesure où ils sont les premiers responsables des dérèglements du climat de la planète. Il est donc important pour les États, comme ceux de l'Union européenne, de se doter d'objectifs «très ambitieux». «Si nous réalisons nos objectifs, nous pouvons dire aux pays en développement qu'ils n'ont pas à passer par la phase transitoire. Ils peuvent directement passer à la révolution des énergies renouvelables», a expliqué la ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie.

Elle a par ailleurs reconnu que le temps presse d'ici le 1^{er} octobre, date à laquelle tous les États doivent en théorie avoir fait connaître leurs engagements nationaux de réduction des GES. Un total de 36 pays ont jusqu'à présent annoncé leurs couleurs, mais plus de 150 doivent encore le faire. Et jusqu'à présent, les cibles annoncées seraient nettement en deçà de ce qui est nécessaire pour limiter le réchauffement à 2 °C, selon un rapport publié la semaine dernière par le Climate Action Tracker.

M^{me} Royal estime toutefois que le monde commence à prendre pleinement la mesure de «l'urgence climatique». «Il y a une prise de conscience du milieu financier, mais aussi des entreprises, qui commencent à comprendre que le coût de l'inaction est bien plus élevé que le coût de l'action. En clair, le fait de ne rien faire et de continuer de détruire la planète va coûter beaucoup plus cher que le fait d'agir. Ça change les paradigmes de la question.»

Le Devoir

Étude: le climat inquiète 80% de la population mondiale

Paris — Près de 80% des citoyens se disent «très préoccupés» par les impacts du dérèglement climatique, selon les premiers résultats d'une enquête menée à l'occasion d'un grand débat sur le climat organisé simultanément dans 75 pays samedi.

En effet, 78,8% sont «très préoccupés», 18,96% «moyennement préoccupés» et 1,65% pas du tout, indiquent les résultats de ce questionnaire, «la plus vaste enquête d'opinion» jamais menée sur le climat, selon les termes de l'ONU, co-initiatrice de ce projet, qui vise à faire entendre la voix

des citoyens dans les négociations internationales en cours.

Les premiers résultats seront soumis mercredi à Bonn aux délégations chargées de négocier l'accord mondial contre le réchauffement planétaire espéré à Paris en décembre.

Samedi, quelque 10 000 personnes de 75 pays, choisies pour représenter la diversité socio-économique de leur pays, se sont retrouvées par petits groupes avec un animateur, pour débattre toute la journée, et répondre à une trentaine de questions sur les enjeux de la négociation. Au total, 96 dé-

bats ont eu lieu, de Fidji jusqu'aux États-Unis.

Énergies renouvelables

Plus de 71% des participants ont ainsi estimé que les négociations sur le climat menées dans le cadre de l'ONU depuis 1992, n'avaient «pas fait assez» pour s'attaquer au problème.

Le prochain accord devra être juridiquement contraignant, estime 68% des personnes interrogées.

Pour 59,4%, l'effort doit d'abord être international, avant d'être national (17%) ou local (21,4%). Pour autant, 80% estiment que leur propre

pays doit agir pour réduire ses émissions, même si d'autres font moins.

Interrogés sur les solutions pour réduire les émissions de GES, les répondants privilégient: subventionner les énergies renouvelables (56,6%), la recherche en technologies bas-carbone (46%), par exemple des batteries de voiture efficaces), de nouvelles normes (22,8%), par exemple d'efficacité énergétique des bâtiments ou des équipements), donner un prix au carbone (21,5%), changer de pratiques (20,6%), transports publics, produits alimentaires locaux, etc.).

Agence France-Presse

ACTUALITÉS

ÉLECTIONS PARTIELLES

Chauveau et Jean-Talon votent ce lundi

LAURA PELLETIER

Les caquistes se sont faits agressifs dimanche, à la veille des élections partielles dans Chauveau et Jean-Talon, ayant en tête de déloger les libéraux de leur forteresse, Jean-Talon, et de reprendre Chauveau.

Le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), François Legault, n'a pas manqué d'attaquer ses plus grands adversaires de la campagne lors d'un bilan dans Chauveau, les accusant notamment d'avoir augmenté la taxe scolaire de 33% et les tarifs d'Hydro-Québec de 7%.

«Demain, les gens de Chauveau [...] pourront envoyer un message fort au gouvernement libéral. Un vote pour la CAQ sera un vote pour défendre la classe moyenne contre les hausses de tarifs et de taxes», a ajouté le chef de la CAQ. Sur Twitter, son parti a invité les électeurs de Jean-Talon à faire de même.

François Legault a dit avoir bon espoir de voir l'ancienne animatrice Jocelyne Cazin l'emporter haut la main dans Chauveau, et ce, même si elle se frotte à une autre personnalité bien connue, la journaliste Véronique Tremblay, en lice pour les libéraux.

Par contre, M. Legault a reconnu que la partie est loin d'être gagnée d'avance pour l'homme d'affaires Alain Fecteau, qui essaiera d'ébranler Jean-Talon, lundi, en battant un conseiller du premier ministre Philippe Couillard, Sébastien Proulx.

Ce dernier, qui a déjà siégé à l'Assemblée nationale sous la bannière de l'Action démocratique du Québec, a investi un maximum d'énergie afin d'éviter de se faire coiffer à la ligne d'arrivée par M. Fecteau.

«J'ai eu l'occasion de rencontrer beaucoup, beaucoup de gens. Je me suis donné comme objectif de continuer jusqu'à la toute dernière minute», a lancé M. Proulx, d'un ton enthousiaste.

Le chef du Parti québécois, Pierre Karl Péladeau, a assuré que «tout est possible» même si le PQ a fini deuxième dans Jean-Talon et troisième dans Chauveau aux dernières élections en 2014.

Pas d'illusions chez QS

De son côté, la porte-parole parlementaire de Québec solidaire et députée de Gouin, Françoise David, a préféré traiter des avancées enregistrées par sa formation dans le cadre des deux campagnes électorales qui arrivent à leur terme. «On va avoir fait circuler davantage les idées de Québec solidaire.»

Elle a admis que les efforts déployés par l'entrepreneuse Amélie Boisvert et l'éducatrice spécialisée Marjolaine Bouchard, qui se présentent respectivement dans Jean-Talon et dans Chauveau, ne donneront pas nécessairement les résultats escomptés. «Dans ces élections partielles, il y a de très gros joueurs [...] et des partis politiques qui disposent d'infiniment plus de moyens.»

Les candidats des différents partis ont parcouru une dernière fois le terrain avant le vote et ont poursuivi leurs séances intensives de porte-à-porte.

Le Devoir

Une large coalition de parents dénonce les coupes en éducation

FLORENCE SARA
G. FERRARIS

Mettre des visages sur les compressions en éducation, c'est ce que souhaite faire la Coalition des parents pour l'école publique, un regroupement historique qui réunit sous une même bannière les parents de quatre commissions scolaires de Montréal et des environs.

Réunies à l'occasion d'un grand pique-nique familial dimanche midi, quelques centaines de personnes, dont plusieurs enfants, en ont profité pour dénoncer, une fois de plus, les réductions budgétaires que l'on observe depuis quelques mois dans le milieu scolaire.

«La raison d'être d'un événement comme celui-ci est de faire comprendre au ministre [François Blais] et à toute la population que ces coupes annoncées chaque semaine, chaque mois, ont un impact concret sur le terrain», soutient la porte-parole francophone de la Coalition, Eve Kirlin.

En entrevue avec *Le Devoir*, cette mère de quatre enfants a d'ailleurs souligné que c'est pour cette raison que les événements du groupe sont très familiaux. «Le gouvernement a tendance à oublier que derrière les colonnes de chiffres, il y a des enfants.»

«On est en train de sacrifier cette génération», lance pour sa part Pascale Grignon du regroupement «Je protège mon école publique». Ce groupe, qu'on a pu voir en action le 1^{er} juin dernier lorsque des centaines de personnes ont formé des chaînes humaines aux quatre coins du Québec, a



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Des parents d'élèves de quatre commissions scolaires étaient réunis pour un pique-nique, dimanche.

tenu à joindre sa voix dimanche à celle de la nouvelle coalition parentale.

«Les parents sont inquiets, choqués, par ce qu'ils voient sur le terrain», dénonce M^{me} Grignon. «Que l'on parle de la hausse des ratios dans les classes ou de la diminution du nombre de spécialistes disponibles, ce sont des décisions qui ont un impact direct sur nos enfants et qui finissent par avoir un effet dramatique sur leur apprentissage.»

Regroupement historique

La Coalition des parents pour l'école publique regroupe actuellement les comités de parents (CP) et les comités consultatifs des services aux élèves handicapés et en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (CCSEHDAA) de la

Commission scolaire de Montréal, l'English-Montréal School Board, la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île et la Commission scolaire de Laval. Des délégués de chacune des organisations étaient d'ailleurs présents dimanche pour apporter leur soutien aux parents.

«C'est la première fois qu'une coalition de cette nature voit le jour», précise Eve Kirlin. La première fois que les CP joignent leurs forces à celles des CCSEHDAA, la première fois que les parents de plusieurs commissions scolaires travaillent ensemble, la première fois que les parents francophones et anglophones s'unissent pour une même cause...

Et si le mouvement se concentre à la grande région de Montréal pour le moment, des parents d'un peu partout

au Québec ont déjà manifesté leur intérêt d'y adhérer à leur tour.

«L'école publique gagne à être défendue partout au Québec, pas seulement à Montréal», affirme la porte-parole. Notre système d'éducation est une richesse dont on peut être très fier. Il n'est pas parfait, mais ce n'est pas en coupant davantage qu'on va l'améliorer.»

Avec les vacances d'été qui approchent à grands pas, la mobilisation prendra un temps d'arrêt, afin de reprendre des forces. Un événement festif, un peu comme celui de dimanche, est toutefois prévu au calendrier pour la fin de l'été, à l'aube de la rentrée scolaire. «Vous pouvez être certains qu'on sera prêts pour la rentrée!»

Le Devoir

CONCOURS LE DEVOIR

Desjardins

présente

Les Défis de l'été 2015

GAGNEZ UN DES 25 LAISSEZ-PASSER POUR 2 PERSONNES ET ROULEZ AVEC LES JOURNALISTES DU DEVOIR

DÉPART DE BERTHIERVILLE, LE SAMEDI 20 JUIN

Une activité de



Vélo Québec

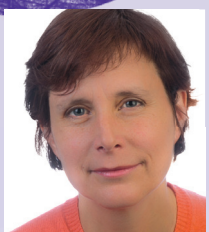
PARTICIPERONT :



GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ



JEAN-FRANÇOIS NADEAU



CAROLINE MONTPETIT



ÉLIANE BRISEBOIS



MARCO FORTIER

POUR PARTICIPER : LEDEVOIR.COM/LEDEFIS
DATE LIMITE : MERCREDI 10 JUIN À MIDI

Évasion de Dannemora : les policiers sur le qui-vive de chaque côté de la frontière

Dannemora — Une récompense de 100 000\$ américains est offerte pour toute information menant à la capture des deux meurtriers qui se sont enfuis d'une prison à sécurité maximale de l'État de New York, à 32 km de la frontière canadienne, près du Québec.

Selon les autorités, les deux meurtriers ont eu recours à de puissants outils électriques pour percer des ouvertures dans des murs et de gros tuyaux d'acier afin de s'enfuir du Centre correctionnel Clinton à Dannemora, samedi.

Les autorités enquêtent pour déterminer comment les détenus ont obtenu les outils pour réaliser cette évasion spectaculaire. Le gouverneur de l'État de New York, Andrew Cuomo, a déclaré dimanche qu'il s'agissait d'un «plan sophistiqué».

David Sweat, 34 ans, purgeait une peine de prison à vie sans possibilité de libération conditionnelle pour avoir tué un shérif adjoint en 2002. Richard Matt, 48 ans, a été condamné à au moins 25 ans de prison pour avoir enlevé, tué et démembré son ancien patron en 1997.

Les forces de l'ordre de l'État de New York ont érigé des bar-

rages routiers et déployé des chiens policiers et des hélicoptères pour retrouver les fugitifs. Des centaines d'agents se sont dispersés dans la région autour de la prison en suivant des dizaines de pistes potentielles.

Mais les autorités admettent qu'elles ne savent pas vraiment où les fugitifs pourraient se trouver. Ils pourraient avoir traversé

L'Agence des services frontaliers du Canada a également lancé un avis de signalement

la frontière avec le Canada ou s'être rendus dans un autre État américain, a indiqué M. Cuomo. «Il s'agit d'une situation de crise pour l'État», a déclaré le gouverneur. «Ce sont des hommes dangereux capables de commettre des crimes graves de nouveau.»

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) a avisé ses agents en poste dans les détachements près de la frontière de garder l'œil ouvert. La caporale Camille Habel a précisé que, bien que les agents postés à Valleyfield et dans les détachements frontaliers aient été alertés, aucune «chasse à l'homme» n'est en cours

puisque la GRC n'a reçu aucune information indiquant qu'ils auraient franchi la frontière. L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) a également lancé un avis de signalement demandant aux agents des postes frontaliers d'être attentifs.

La Police provinciale de l'Ontario a transmis une alerte interne à ses agents, mais la Sûreté du Québec (SQ) n'a reçu aucune instruction spéciale concernant l'évasion des

deux meurtriers. Un porte-parole de la SQ, le sergent Ronald McInnis, a indiqué que la police provinciale pourrait agir si elle reçoit une demande d'assistance de la GRC ou de l'ASFC.

L'évasion des deux meurtriers a été signalée samedi. Leurs deux cellules contiguës étaient vides au moment de la ronde d'inspection matinale; ils avaient rempli leur lit de vêtements pour faire croire qu'ils dormaient. Les fugitifs ont laissé derrière eux une note pour les agents correctionnels qui disait : «Bonne journée!»

La Presse canadienne

Embournés dans les scandales, les présidents de la Deutsche Bank démissionnent

Francfort — Ébranlés par des scandales et des résultats médiocres, les deux patrons de Deutsche Bank, l'Indo-Britannique Anshu Jain, 52 ans, et l'Allemand Jürgen Fitschen, 66 ans, ont annoncé dimanche leur démission.

C'est au Britannique John Cryan, 54 ans, membre du conseil de surveillance de Deutsche Bank, que reviendra la délicate tâche de redresser ce géant allemand du secteur bancaire européen qui vient d'écopier d'une amende de 2,5 milliards de dollars dans une affaire de manipulation de taux.

Anshu Jain et Jürgen Fitschen «ont décidé de démissionner de leurs fonctions», a fait savoir le groupe Deutsche Bank dans un communiqué. Exposés depuis plusieurs mois à un feu nourri de critiques, les deux dirigeants étaient à la tête du groupe bancaire de Francfort depuis mai 2012 et leur contrat courait jusque fin mars 2017.

En Allemagne, cette décision était saluée du côté des actionnaires, dont certains avaient tiré à boulets rouges sur les deux codirigeants durant la dernière assemblée générale en mai.

6000 litiges

Le duo avait pris les rênes du groupe avec la promesse de rompre avec les scandales et l'image des financiers aux dents longues qu'incarnait leur prédécesseur, le controversé Josef Ackermann — ainsi que de le rendre plus rentable. Trois ans plus tard, les résultats ne sont toutefois pas au rendez-vous. Deutsche Bank est toujours aux prises avec quelque 6000 litiges.

M. Fitschen lui-même est jugé pour faux témoignage dans une vieille affaire et risque la prison.

Agence France-Presse

SOCIÉTÉ

#CHRONIQUEFD

Une époque formidable

FABIEN DEGLISE



Avvertissement: ce qui suit n'est rien de plus qu'une ratatouille puisant ses ingrédients dans l'absurde et les paradoxes du temps présent.

Il faut n'avoir plus une once de romantisme en soi pour oser demander en mariage son âme sœur dans une voiture, au service à l'auto d'une chaîne de restauration rapide spécialisée dans le sandwich bas de gamme à bas prix. Il faut également avoir le jugement passablement atrophié par une surexposition à des contenus plus divertissants qu'enrichissants pour accompagner cette demande d'une bague placée dans un sandwich au poulet, filmer la dite demande et la diffuser sur YouTube.

Et pourtant, c'est ce qu'a fait la semaine dernière un jeune Californien en emmenant sa blonde sur les lieux de leur première rencontre, deux ans plus tôt, pour lui faire LA grande déclaration. Dans une certaine frange de la culture numérique, il est désormais de bon ton de laisser une caméra vidéo capter la mise en scène pour partager ensuite ce fragment d'intimité avec la terre entière. Sauf que là, c'est surtout un long malaise de cinq minutes qui s'est propagé sur la Toile.

Trop de romantisme dans la jeune fille? Sans doute! Après avoir pris conscience que cette dramaturgie du mariage n'était pas une blague, elle se met en effet à fondre en larmes en lançant, entre deux sanglots: «Tu ne peux pas me demander en mariage [en mettant une bague] sur un sandwich au poulet.» C'est absurde, en effet.

Il n'est plus possible d'en douter: on vit une époque formidable! Et depuis quelques jours, les Producteurs de lait du Québec en font joliment la démonstration avec leurs séries de publicités télévisées mettant en vedette des «foodies» d'ici pour faire la promotion des fromages d'ici. Un «foodie», c'est quoi? C'est un gourmet — oui, oui, il y a un mot en français qui existe pour nommer la chose! — qui prend un peu trop au sérieux son attachement à la gastronomie, comme dans l'expression: Marie-Claude Lortie aime clamer qu'elle est une «foodie». Elle aurait même déjà mangé du kangourou avec Jacques Parizeau. Mazette! C'est en tout cas, ce qu'elle a affirmé, la semaine dernière, après le départ de l'illustre personnage.

Dans une des capsules publicitaires pilotées par les marchands de lait, on voit une jeune urbaine vanter toute l'extase qu'elle a à manger des fromages d'ici. Elle parle du fromage comme d'une composante de son «lifestyle» (!), entre deux bouchées de pâte molle, sur fond de vêtements mode suspendus sur des présentoirs dans un atelier. Des baies vitrées ouvrent sur la ville et ses possibles. Sans être plus ayatollah de la langue que l'ayatollah du français à Radio-Canada, elle aurait aussi pu être présentée comme une gastronomiste urbaine et évoquer son «style de vie» que ça aurait fonctionné pareil.

En panne d'intelligence

On image facilement les phrases creuses et les théories vaseuses, en matière d'images et de conviction, des créatifs en réunion pour poser le cadre de cette campagne. Ici, pour atteindre les urbains célibataires, les jeunes mères de famille, là, pour «parler» aux retraités aisés, aux grégaires du quartier Mile-End, aux actifs débordés... Et on s'étonne aussi qu'ils n'aient pas eu l'intelligence nécessaire d'utiliser un peu plus de mots... «en français», comme dirait l'autre, pour faire la promotion des fromages du Québec!

Intelligence. Il en a manqué sans doute beaucoup la semaine dernière dans cet accrochage qui s'est produit sur Twitter entre des citoyens parlant politique. Radio-Canada rapportait la chose vendredi dernier. Au départ: un jeune caquiste de 16 ans qui affirme que «voter CAQ, c'est voter pour le changement et l'innovation». On peut être d'accord ou pas. Mais on ne peut surtout pas demander à l'émetteur du message d'aller «se suicider» pour ça!

C'est pourtant ce qu'a fait un internaute, un homme d'âge mûr, qui au micro de la société d'Etat a même totalement assumé ses propos en parlant d'une provocation qui répondait à celle d'un autre. Tu peux avoir 40 ou 50 ans et avoir toujours l'esprit collé sur l'asphalte d'une cour d'école. Imaginez le repas de famille, avec Réjean qui à un moment s'emporte: «Va donc dans le jardin mettre fin à tes jours, sale libéral», lancerait-il. Il pourrait aussi dire: «sale péquiste!» ou «sale solidaire!». Loufoque? Oui, mais pas dans les univers numériques et les réseaux sociaux où la civilité ne semble pas tenir en 140 caractères et où le débat public et politique est trop souvent tiré vers le bas, avec une absence totale de réflexion sur la vertigineuse chute dans laquelle tout cela nous entraîne.

La semaine dernière, dans un documentaire vidéo redoutable, *The Guardian* posait une maudite bonne question en montrant du doigt Monsanto, ce géant américain né de l'«agent orange», chimique utilisé pendant la guerre du Vietnam, et qui est devenu depuis un grand pourvoyeur de nourriture sur terre: pourquoi avons-nous laissé un empoisonneur nourrir l'humanité?

La réponse est sans doute plus simple qu'on le croit: parce que l'humain fait souvent n'importe quoi et s'en soucie très peu.

Sur Twitter: @FabienDeglise



Isabelle Michaud, créatrice québécoise de parfums, a été primée à Los Angeles pour son parfum *Eau de céleri*.

ANNIE TRUELLE

CONSOMMATION

Le parfum artisanal séduit

Une fleur pour *Eau de céleri*, d'Isabelle Michaud

Alors que Los Angeles se pâme devant son parfum *Eau de céleri*, la Québécoise Isabelle Michaud, créatrice des parfums Monsillage, discute du céleri comme essence de luxe, de l'essor de la parfumerie de niche et de la tendance artisanale qui prend du galon.

ÉMILIE FOLIE-BOIVIN

Lorsqu'elle a commencé à travailler sur *Eau de céleri*, lancé l'été dernier au Québec, la créatrice de parfums Isabelle Michaud n'en a soufflé mot à personne. Elle ne craignait pas qu'on lui vole son idée, mais plutôt que les gens autour d'elle cherchent à la décourager. «Je ne voulais pas que les gens me disent "Ben voyons donc. Le céleri, ce n'est pas une image de luxe pour un parfum, ça."» Elle a même fait imprimer ses étiquettes en cachette, déterminée à ne pas se laisser influencer.

Sa décision a payé: son parfum *Eau de céleri* lui a valu un prestigieux prix aux récents Art and Olfaction Awards de Los Angeles, dans la catégorie «artisan». Ce tout jeune gala couronne les parfumeurs de niche de partout dans le monde. Par «niche», la créatrice entend artisans, indépendants et parfumeurs plus expérimentaux. «C'est une parfumerie beaucoup plus personnelle, qui nécessite que le parfumeur soit au cœur de sa marque. Alors que les parfumeurs commerciaux vont créer à partir de focus groups, les indépendants composent quelque chose à leur image, sans se soucier des tendances du marché», explique-t-elle.

Ce parfum, qu'elle a créé tout en légèreté et en verdure, détonne par rapport aux compositions habituelles de sa marque Monsillage, inspirées de ses voyages. Il a été choisi à l'aveugle par les juges des Art and Olfaction Awards, sur la base de l'odeur uniquement. Ils n'avaient aucune idée du nom; par sa seule odeur, il a réussi

à se distinguer des autres styles de parfums en compétition, plus noirs et plus profonds. «Dans le fond, il a pris tout le monde par surprise.»

Eau de céleri n'a de céleri que le nom: la molécule qui a l'odeur du légume est en fait une composante de la fleur de jasmin, qu'a isolée Isabelle Michaud, l'une des rares créatrices de niche à avoir son laboratoire au Québec. «Il n'y a pas de céleri, car l'huile essentielle de céleri est plutôt faite à partir des graines, dont l'odeur rappelle le céleri cuit, et ce n'était pas l'effet craquant, frais et juteux que je désirais obtenir. C'est ça, le travail d'un parfumeur: interpréter et recréer une odeur à partir d'autres notes», dit l'entrepreneuse, qui a été formée en parfumerie à Versailles, en France.

Artisans recherchés

De retour d'une récente exposition de parfumeurs de niche, qui avait également lieu à Los Angeles, Isabelle Michaud a remarqué que l'intérêt pour les parfums artisanaux est en plein essor, un phénomène qui est au diapason avec cet attrait qu'ont les consommateurs pour les vins nature et les petites productions d'agriculteurs locaux.

«J'y ai vu toutes sortes de choses qui ne se font nulle part ailleurs dans le monde», dit-elle, en montrant l'exemple d'une créatrice qui a distillé le petit gras à la base de la corne des chèvres pour en faire une intrigante composante d'un parfum. «Il y a beaucoup de plantes sur la terre qui n'ont pas encore été distillées. Pour qu'une plante se retrouve dans un parfum commercial, elle doit être cultivée de façon intensive afin

d'avoir des extraits en grande quantité et de s'assurer une certaine stabilité dans la production.» Les artisans ont quant à eux la nature comme terrain de jeu et ont tout le loisir d'inventer et de créer des alliances odorantes inusitées.

Et le public est prêt pour ça, ce qui explique que la parfumerie de niche soit de plus en plus présente dans le paysage de la parfumerie. Bien qu'il n'y ait pas de statistiques officielles dans le rayon de la parfumerie de niche, tel que le rapporte l'agence Reuters, les analystes estiment qu'elles pourraient représenter plus de 10% des ventes annuelles des parfums haut de gamme, notamment parce qu'ils sont plus coûteux que les produits de masse. Les grandes maisons de la parfumerie sentent que les indépendants commencent à empiéter sur leur marché et, plutôt que de lever le nez sur eux, elles les rapatrient dans leur écurie, comme l'a fait Estée Lauder avec Editions de parfums Frédéric Malle et Le Labo.

«Internet a ouvert des marchés incroyables, soutient Isabelle Michaud. Les consommateurs sont de plus en plus informés et il y a de la place pour tout le monde maintenant. Ça va avec l'individualisation de la société aussi. Les gens ont moins peur d'afficher leur individualité à tous les niveaux, et ils le font aussi avec le parfum.»

Mais au final, ce n'est pas vraiment la publicité ou l'influence des autres qui ont le dernier mot en parfumerie. «La peau est l'ingrédient suprême. On a beau aimer quelque chose, si l'odeur ne convient pas à sa peau, on va tout de suite le sentir et vouloir aller vers autre chose. C'est le côté instinctif de la parfumerie. Si on n'aime pas une odeur, on ne pourra pas la porter. En parfumerie, on fait beaucoup plus confiance à son instinct.»

Le Devoir

Un cerveau qui résiste à la surchauffe!

«Naturellement, les humains sont mauvais en multitâche», note le blogue Science of Us du *New York Times Magazine*. On nous le répète depuis longtemps. Et même si c'est compliqué, poussés par les avancées technologiques, nous sommes de plus en plus nombreux à discuter tout en vérifiant un horaire ou en tapant un SMS. Cela coûte à notre pauvre petit cerveau, qui peine à se concentrer sur plus d'une chose à la fois.

Et pourtant... Parmi les êtres humains, il y aurait deux catégories, les gens normaux, et les autres, appelés «super-multitâches», qui semblent réussir sans effort à accomplir plusieurs choses en même temps. L'existence de ces êtres à part a été documentée il y a cinq ans à l'occasion d'une étude menée par des chercheurs de l'Université d'Utah.

Les chercheurs avaient imaginé un test compliqué consistant à conduire tout en parlant au téléphone. Il s'agissait de parvenir à maintenir une direction sur un simulateur de conduite, tout en mémorisant des mots et en résolvant des problèmes de maths. La grande majorité avait des résultats beaucoup moins bons, en conduite et en tests mentaux, quand on leur demandait d'effectuer les deux en même temps. Mais étonnamment, cinq personnes (soit 2,5% de l'échantillon) étaient aussi habiles dans les deux cas. Leurs prouesses remettaient en cause la règle voulant qu'on ne puisse être multitâche sans faire baisser ses performances.

La découverte a alors aiguisé l'intérêt. Imaginez les possibilités pour augmenter notre efficacité si on percevait le secret pour devenir multi-

tâche? Dans une nouvelle étude, publiée dans le *Psychonomic Bulletin and Review*, des chercheurs ont vérifié ce qu'il se passait quand ces pros du multitâche faisaient... du multitâche.

Un carré bleu qui bouge

Pour cela, cinq personnes de la précédente étude ont été réquisitionnées, ainsi que trois autres, qui ont réussi à passer avec succès le test du simulateur de conduite. Un groupe témoin de huit autres personnes a été sélectionné, à des âges et des capacités de mémoire équivalents. Les tests ont été menés avec les cobayes installés dans un scanner cérébral. Ils y ont subi le «n-back test», devenu un classique pour mesurer les performances mentales. Cette fois-ci, ils devaient regarder un écran et suivre les positions changeantes d'un carré bleu, tout en écoutant une série de lettres.

«En bref, les participants devaient répartir leur attention entre ce qu'ils voyaient et ce qu'ils entendaient, se souvenir des positions du carré et des lettres, et distinguer quand il y avait des correspondances, audio ou visuelles», résume Science of Us. Cela semble plutôt compliqué à réussir.

Les chercheurs se sont concentrés sur deux régions situées à l'avant du cerveau utilisées pour effectuer plusieurs tâches en même temps: le cortex préfrontal et le cortex cingulaire antérieur.

Cerveau en surchauffe

Chez les participants «normaux», ces régions chauffaient sous la pression, «exactement comme votre iPhone quand trop d'applications tournent en même

temps». Mais les chercheurs ont découvert que le cerveau des «super-multitâches» fonctionnait toujours avec une activité réduite, malgré la difficulté croissante. Ce serait donc l'efficacité neuronale qui serait supérieure chez ces personnes? En tout cas, malgré leur supériorité, leurs résultats cette fois-ci n'ont pas été meilleurs que ceux du groupe témoin. Comme quoi, leurs capacités de jonglage mental ne sont pas sans limites!

Cette étude va dans le même sens que plusieurs autres tests en neurosciences, faits auprès de la star de foot Neymar, de champions de formule 1, de joueurs de piano et d'échecs. Chaque fois, l'activité neuronale, ou la masse du cerveau impliquée par l'activité en question, était plus faible que pour les personnes témoins.

De quoi remettre en question quelques idées reçues sur l'intelligence et l'habileté. Non, les gros cerveaux ne sont pas les meilleurs. Au contraire, on dirait que l'excellence des performances va plutôt de pair avec un volume réduit dans certaines régions du cerveau et une activité neuronale plus basse. Comme quoi, ce n'est vraiment pas la taille qui compte...

Au fait, les femmes dans tout ça? Sont-elles vraiment plus multitâches que les hommes? Eh bien non, pas du tout. Timo Mäntylä, professeur de psychologie de l'Université de Stockholm l'a prouvé en 2012, dans une étude publiée dans *Psychological Science*. On peut donc être un homme, s'occuper des enfants, lancer une machine ET préparer le dîner en même temps. La vie n'est-elle pas merveilleuse?

Le Monde

ÉDITORIAL

PLAN NORD ET FRONTIÈRES

Flou intenable

Le Plan Nord du gouvernement québécois a certains angles morts, dont celui, peu discuté, des frontières. Lorsque, cet hiver, le gouvernement Couillard mima celui de Jean Charest en réannonçant une fois encore ce projet, il ne s'est pas montré conscient de cette question pourtant cruciale. Il lui faut cesser de faire comme si elle ne se posait pas.

Il y a deux mois de ce lundi, le gouvernement Couillard relançait une autre fois en grande pompe le Plan Nord. Ce gouvernement qui cherche à tout prix à réduire la taille de l'État a pourtant fait une exception pour ce grand projet: il a créé une nouvelle société d'État, la Société du Plan Nord.

Un des aspects imprécis de ce grand projet est très peu discuté: la délimitation du territoire sur lequel il doit se déployer. Le géographe Henri Dorion a décortiqué ce problème, dans un livre important (*Le Québec: territoire incertain*, cosigné avec Jean-Paul Lacasse, Septentrion 2011): «*Le Québec est le territoire des deux Amériques le plus indéfini quant à ses frontières. Il n'y en a aucun [...] qui a plus de 80% de ses frontières qui ne sont pas établies, comme c'est le cas du Québec*», déclarait-il au *Devoir* en 2011.

L'effet nocif d'une frontière mal définie a bien été démontré dans le cas du potentiel gisement de pétrole d'Old Harry, dans le golfe du Saint-Laurent. Le fédéral a dû se poser en arbitre entre Terre-Neuve et le Québec, qui ont tous deux ambitions de l'exploiter un jour.

Tous les partis politiques québécois sont inattentifs, voire ignares, face aux problèmes frontaliers. Les souverainistes répètent que les frontières du Québec sont évidentes et ne pourraient donc pas faire l'objet de négociations après un éventuel Oui. Le PQ comme Option nationale ont pourtant souvent publié des logos ou graphiques contenant la fameuse frontière rectiligne au sud du Labrador: celle imposée par le comité judiciaire du Conseil privé de Londres, en 1927, qu'aucun gouvernement du Québec n'a jamais reconnue!

La Société du Plan Nord (SDPN) aussi semble vouloir ignorer ce type de problème. Un de nos lecteurs bien informés, Mathieu Jacques, aussi avocat, lui a posé cette question cet hiver — il l'a raconté dans un texte (*Le Devoir*, 29 avril): «*Le gouvernement actuel approuve-t-il le régime frontalier actuel?*» La réponse de la SDPN a mis du temps à venir, mais est finalement tombée fin mai: «*Les frontières du Québec sont clairement définies*»; «*les bases de l'intégrité territoriale du Québec, particulièrement la protection de ses frontières, sont précisées dans de nombreux textes juridiques de nature constitutionnelle*».

Or, aucun texte «*constitutionnel*» ne fixe les frontières du Québec. Notamment la plus étrange, la «*septentrionale*», celle de la baie d'Hudson et de la baie James, a été déterminée par une loi fédérale de 1912. «*Étrange*» parce que, contrairement à l'usage, elle est... mouvante: elle varie avec la marée. Vous mettez le pied à l'eau à marée basse... vous n'êtes plus au Québec, mais au Nunavut! C'est ce qui a été décidé par le fédéral en 1999 lors de la création de ce territoire. Toutes les eaux de la baie d'Hudson et de la baie James sont donc territoire du Nunavut... y compris les îles rattachées à marée basse au territoire québécois. Heureusement que le Plan Nord du gouvernement Couillard, contrairement à celui de Jean Charest, ne comporte plus de ports en eaux profondes! Il les construirait au Nunavut!

En somme, parmi les travaux préparatoires au Plan Nord, Québec devrait s'occuper des frontières. Il pourrait s'allier à l'Ontario et au Manitoba, aussi soumis à la loi de 1912, pour réclamer la fin du monopole du fédéral sur les eaux nordiques. Après tout, Terre-Neuve et la Colombie-Britannique ont droit, elles, à des frontières normales, avec 200 milles marins à partir de la ligne de base.

NARCOTRAFIC

Compter les morts

Mai a été le mois le plus sanglant au Salvador depuis la fin de la guerre civile en 1992, avec la commission de 635 meurtres rapportés, attribuables en majorité à la guerre des gangs. C'est dire à quel point la violence y demeure endémique. La statistique est d'autant plus lugubre qu'elle éclaire l'impasse dans laquelle se trouve une grande partie de l'Amérique latine face à la criminalité.

Le Salvador est un microcosme de la déroute que vit la région sur fond d'impunité, de corruption politique et de narcotrafic. Des 50 villes les plus violentes au monde, 43 étaient latino-américaines en 2014, s'il faut en croire le dernier rapport de l'organisation Sécurité, Justice et Paix, un *think tank* mexicain. Dix-neuf sont brésiliennes, dix sont mexicaines, cinq sont colombiennes. La ville la plus violente demeure San Pedro Sula, petite capitale économique du Honduras (171 homicides par tranche de 100 000 habitants), suivie de Caracas et d'Acapulco. San Salvador est au 13^e rang. Dans plusieurs de ces villes, le taux d'homicide se compare à ce qu'il est à Bagdad.

Au Mexique, la guerre des gangs et la militarisation de la lutte antidrogue ont fait 100 000 morts depuis 2006. Le pays tenait ce dimanche des élections législatives au niveau local et national. La campagne électorale a donné sa récolte de cadavres: au moins vingt candidats ont été assassinés dans une dizaine d'États.

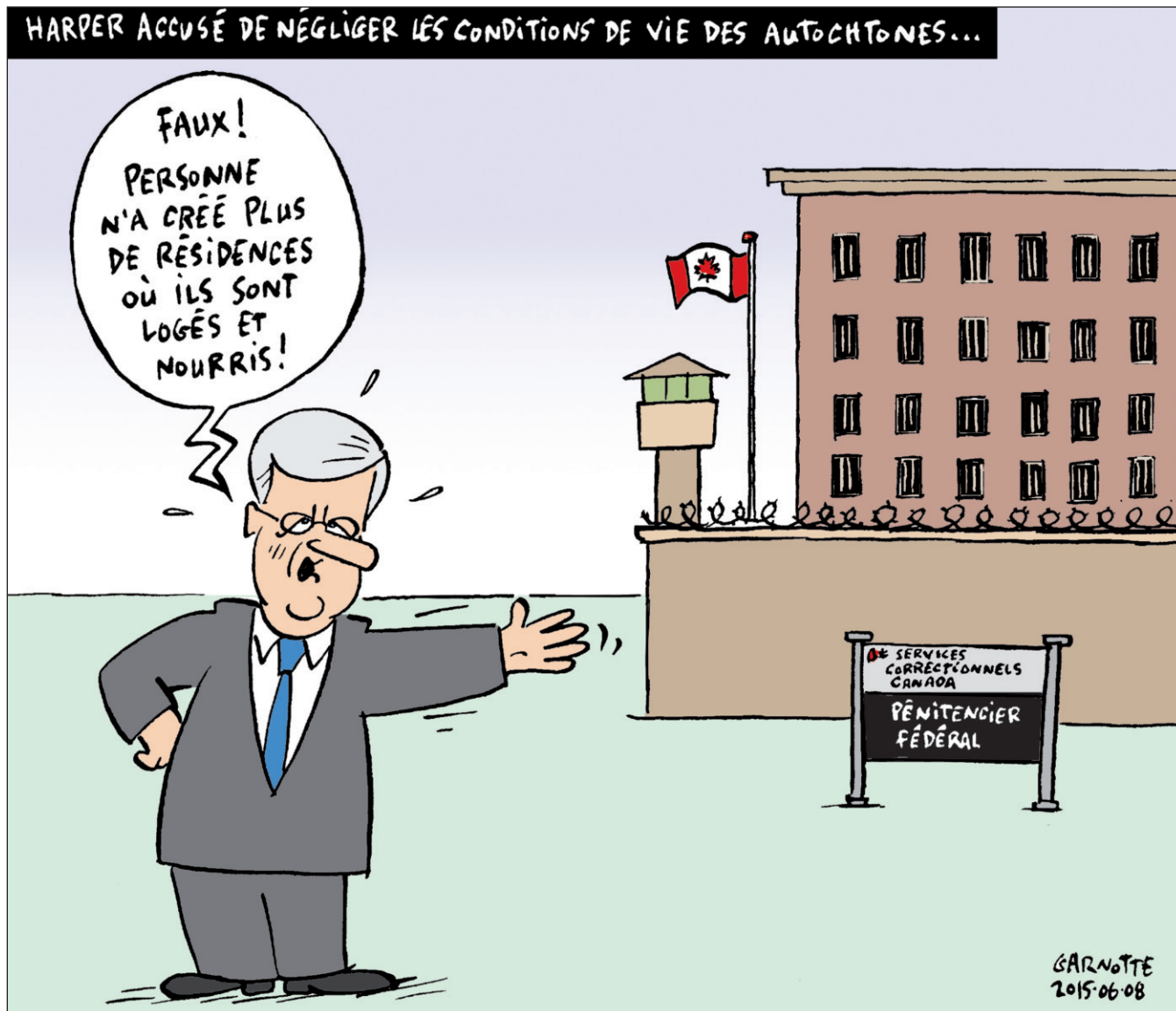
En septembre dernier, la disparition de 43 étudiants dans le Guerrero est venue surligner le pourrissement de l'État de droit au Mexique, révélant les collusions entre politiciens, policiers et mafias narcotrafiquantes. Au Michoacán, le gang des Chevaliers Templiers contrôle l'essentiel des opérations criminelles de l'État, ayant élargi depuis 2013 son «*champ de compétence*» à l'extorsion généralisée des agriculteurs, des compagnies minières et des activités dans le port Lázaro Cárdenas, le plus important du pays, plaque tournante du transport des stupéfiants vers les États-Unis, premier consommateur mondial de cocaïne.

Comment donc démonter tous ces accommodements criminels? En réduisant la consommation de drogue en aval, évidemment. En réduisant la circulation des armes en amont. Mais encore? L'approche des gouvernements, poussés par Washington, n'a jamais été que répressive. Avec des résultats aux effets pervers hallucinants. L'année dernière, le gouvernement hondurien a demandé aux États-Unis de lancer un «*mini-plan Marshall*» pour l'Amérique centrale à des fins de développement et de lutte contre la pauvreté. L'impératif crève les yeux. Le président Obama a préféré demander au Congrès quelques milliards de dollars de plus pour renforcer les mesures frontalières et bloquer le passage des clandestins.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
 Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN
 Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
 Adjointes PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENEY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

Pensionnats autochtones: faire connaître la vérité

L'histoire atroce de la petite Aurore Gagnon, décédée à l'âge de 10 ans en 1920, fait partie de l'imaginaire québécois. Même un siècle après sa mort, les gens se souviennent de la plupart des tortures vécues par cette petite fille. Il faudrait qu'il en soit ainsi pour les milliers de petites filles et de petits garçons qui ont dû souffrir dans les pensionnats indiens pendant un siècle.

Ainsi, arrachés de leur famille, les enfants étaient parqués dans ces écoles où des principes extrêmement racistes planaient dans les murs lugubres où ils étaient sous-alimentés, battus, humiliés, agressés, esseulés.

Parmi les 7000 témoignages recueillis par la Commission de vérité et réconciliation qui a fait la lumière sur ces écoles, certains donnent froid dans le dos. Comme Aurore, leurs cheveux ont été coupés, ils ont été enfermés et ils ont dû manger du savon. Comme Aurore, ils devaient se taire et leur maman n'était pas là pour les consoler dans la nuit.

Les événements survenus dans ces pensionnats devraient être connus. Tous les Canadiens devraient être informés, voire formés, sur ce qui s'est déroulé dans ces institutions immondes. Dans

tous les livres d'histoire pédagogiques, on devrait ajouter cette tragédie à la demi-page qui traite des premiers peuples. Cette demi-page où on voit des Indiens assis autour d'un feu à échanger des fourrures contre des outils. Il est temps que les écoliers et les étudiants d'un océan à l'autre sachent. Il est grand temps, car cela fait malheureusement partie de l'histoire du Canada.

Chantale Potvin
 Auteure du livre *Le génocide culturel camouflé des Indiens*
 Le 4 juin 2015

La Grande Allée pour honorer Jacques Parizeau

À tous les Québécois,

Le décès de monsieur Jacques Parizeau a créé un consensus national sur la valeur historique du personnage, un homme d'État d'exception qui a projeté le Québec dans la modernité sous le sceau de la fierté identitaire. Si l'illustration politique mérite d'être immortalisée dans le bronze, dans les jardins de notre Assemblée nationale dans la capitale, son nom mérite aussi d'être associé à un lieu à la hauteur et à la stature de ce héros de notre temps, une figure de proue comme l'admettent tous les partis politiques du Québec.

Dans notre capitale nationale, ce lieu

qui conviendrait le mieux pour commémorer le premier ministre Jacques Parizeau et dont on entendrait souvent la référence dans les médias, demeure à coup sûr la Grande Allée qui pourrait être rebaptisée, l'allée Jacques-Parizeau. Cette artère dix-neuviémiste, partageant la colline parlementaire, était considérée en son temps comme les Champs-Élysées de Québec. Pavé de tronçons de rondins, bordé d'arbres plantés au moment de l'inauguration du Parlement, alignant les plus somptueuses résidences dans l'esprit de la Belle-Époque, du Second Empire occidental et de l'ère victorienne, ce grand boulevard panaché exprime bien la personnalité sociale de Monsieur, toujours en complet trois-pièces, un alignement teinté par cette Angleterre qui l'a toujours séduit. Et cette allée Jacques-Parizeau, serait parallèle au boulevard René-Lévesque bornant le sud de notre hôtel du Parlement, saluant nos deux plus majeures gloires du XX^e siècle, créateurs de notre souveraineté économique.

La commémoration de Jacques Parizeau dans la capitale nationale ne peut se limiter à un édifice, à une place, à une rue secondaire. M. Parizeau mérite un salut à part, comme Jean Lesage ou Robert Bourassa. Que tous se disent et se donnent la main sans partisanerie.

Michel Lessard, historien
 Lévis, le 5 juin 2015

LIBRE OPINION

Destruction programmée de l'idéal-médecin

PATRICK LACROIX

Médecin de famille à Sorel-Tracy, Auteur du blogue: politiquedelasantant

Le 3 juillet 2014, on apprenait dans les pages du quotidien *Le Soleil* que le ministre de l'Éducation de l'époque, Yves Bolduc, avait reçu une prime de 215 000\$ pour avoir inscrit 1500 patients à son nom pendant son temps dans l'opposition, avant de les laisser tomber 18 mois plus tard. Le 9 juillet, le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, répond en chambre: «*La charge de travail qu'Yves Bolduc avait, ça peut être un équivalent à temps plein pour un jeune de 28 ans, mais pour quelqu'un de cette génération, c'est l'équivalent d'un temps partiel*». Cet événement fortement médiatisé sonnera le glas de l'idéal-médecin. Les Québécois partent en vacances avec ce ferment de doute semé en leur esprit, bien que la période estivale se termine sans coup d'éclat. Pour le ministre Barrette, cet événement regrettable sera le coup de pouce dont il aura besoin pour propulser sa réforme à l'automne.

Quatre mois s'écoulent puis, le 28 novembre, le ministre Barrette dépose en chambre le controversé projet de loi 20, qui a fait couler beaucoup d'encre depuis. À l'aide de chiffres en bonne partie caricaturés et d'une bonne dose de franc-parler, le

ministre réussit à rallier à sa cause la frustration accumulée d'années passées dans la file d'attente à l'extérieur du SRV, dans la salle d'attente de l'urgence et à patienter au téléphone afin d'obtenir un rendez-vous avec son médecin de famille.

Fracture

L'opposition entre la position du ministre et une bonne partie de la profession reflète souvent une vision dichotomique de la société, entre jeunesse et expérience, homme et femme, idéalisme et pragmatisme, quantité et qualité. La formation du ministre en radiologie, où la productivité est de mise, facilement quantifiable par le nombre de radiographies lues ou de scanners interprétés, se heurte à celle des jeunes médecins de famille, au centre de laquelle on retrouve la relation patient-médecin, la médecine globale dans ses sphères bio, psycho et sociales.

En outre, une frange des médecins de famille, soit le Regroupement des médecins omnipraticiens pour une médecine engagée (ROME), voit le point de rupture potentiel en santé comme l'occasion de réformer l'ensemble de la première ligne en redéfinissant les rôles des médecins, infirmières, pharmaciens et autres professionnels pour favoriser la pratique interdisciplinaire en santé.

L'entente entre la FMOQ et le minis-

tère, dévoilée le 25 mai dernier, sonne le retour de la prime à la visite initiale, dont l'existence même avait constitué l'une des prémisses mobilisant l'opinion publique en faveur du projet de loi 20. Bien qu'elle mentionne l'interdisciplinarité dans son application, le manque de détails ou de profondeur sur ce point demeure criant.

Le ministre aura réussi sa partie du pari, en mobilisant la profession médicale vers ses cibles quantifiées, mais plusieurs lui font remarquer le manque d'envergure de sa réforme de la première ligne. Une réforme qui, dans l'essentiel, semble garantir l'accès de chaque Québécois qui le désire à un médecin de famille, mais qui, dans le fond, ne garantit rien en matière d'accès aux soins en temps opportun.

Ce qui commence par Bolduc se termine par Bolduc. Entre-temps, c'est la réputation d'une entière profession qui a été sévèrement écorchée. La confiance d'un patient envers son médecin demeure, mais une rupture s'est produite dans le lien entre une bonne partie de la population et l'ensemble de la profession médicale. Dans deux ans, nous pourrions regarder en arrière pour voir si les objectifs de l'entente ont été remplis, mais aussi pour nous demander si la destruction de l'image publique d'une profession était vraiment nécessaire.

IDÉES

EXTRAIT DE LIVRE

Notre ambivalence joyeuse est notre drame

JACQUES BEAUCHEMIN

Professeur au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal

Ceci est un extrait de *La souveraineté en héritage*, publié au Boréal, et dont le lancement a lieu ce lundi.

Nous ne savons pas qui nous sommes ni ce que l'histoire nous réserve, et pas davantage comment l'écrire. Peut-être ne savons-nous pas non plus à qui appartient la langue que nous parlons ni si nous la maîtrisons. Voilà le lieu de nos incertitudes. Mais, à l'inverse, nous nous dressons en parangons de vertu autour de thèmes et d'enjeux susceptibles de nous qualifier aux yeux du monde et de nous rassurer quant à notre appartenance à la grande mouvance moderne. Est-ce là l'effet en retour de notre longue « mise à la marge de l'histoire », pour le dire comme Fernand Dumont, qui nous érigerait maintenant en avant-garde d'une modernité dont nous aurions été trop longtemps écartés ? S'agit-il plutôt de la stratégie d'évitement que nous avons mise au point et qui nous permet de nous offrir de nous-mêmes l'image rassurante du sujet ouvert, de gauche, féministe, pacifiste et écologiste, ce sujet que nous sommes par ailleurs incapables d'être face au désir d'achèvement national inscrit pourtant en lettres de feu sur l'horizon de notre histoire ?

La figure inversée de notre ambivalence

Nos certitudes progressistes et notre tendance générale à nous situer du bon côté moral des choses ne sont peut-être que la figure inversée de notre ambivalence identitaire. Bien sûr, nous avons raison de nous ranger du côté de l'ouverture à autrui, de nous opposer aux guerres impérialistes et de prendre parti en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes. Cependant, tandis que nous cultivons ces valeurs et qu'à travers les bons sentiments qui nous animent nous avons l'impression de participer à l'universel, nous ne savons que faire du caractère singulier de notre situation. Pourtant, une attitude sans ambivalence nous ferait plus sûrs de notre identité, mieux en mesure de prendre à bras-le-corps l'histoire, et nous ferait nous réclamer sans gêne d'une filiation. Débarassés de nos doutes et de nos complexes, nous pourrions mieux affronter nos tourments quant à la qualité de la langue, la valeur de notre culture et la légitimité de notre lutte nationale.

Il est vrai que d'autres interprétations prennent le contre-pied du sens commun et font de l'ambivalence une vertu de notre collectivité. N'est-ce pas grâce à elle que nous aurions réussi à nous frayer un chemin jusqu'ici ?

C'est en tout cas la thèse de Jocelyn Létourneau, qui voit en elle le moyen que nous aurions employé pour parvenir à nos fins alors que l'histoire nous vouait à la disparition. C'est parce que depuis toujours nous déplaçons habilement nos pièces sur l'échiquier que nous serions parvenus à nous faufiler dans les rets de



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'ambivalence appartient à notre conscience historique dans ce qu'elle a de plus fondamental. Elle nous a fait osciller entre incertitude et espoir, entre courage et lassitude.

notre histoire de minoritaires. Mais cette ambivalence joyeuse est en réalité notre drame. On peut bien célébrer l'habileté de notre collectiver au jeu du positionnement stratégique, il n'en demeure pas moins que si elle y a peut-être excellé, c'est uniquement parce qu'elle s'est trouvée contrainte à se livrer à ces tours de passe-passe dans une adversité jamais démentie. Il n'y a pas de raison de se réjouir d'avoir été livrés aux tempêtes que l'histoire a déchainées sur nous et que nous avons traversées sur des radeaux de fortune.

Sous la surface du conflit social

Aperçoit-on mieux maintenant ce que recouvre l'idée d'une ambivalence identitaire constitutive de notre rapport au monde et à nous-mêmes ? L'ambivalence ne relève pas des désaccords politiques qui traversent la société québécoise comme toutes les autres, pas plus qu'elle ne renvoie aux différences de classes ou de culture qui nous diviserait, voire à des conflits de valeurs. Les sociétés ouvertes sont toutes le théâtre de luttes et de désaccords. Les divisions entre la gauche et la droite ou entre patrons et ouvriers n'engendrent pas d'ambivalence. Elles posent face à face des protagonistes aux intérêts différents que reflètent leurs discours. La division, la contradiction et l'affrontement ne campent pas les acteurs dans des positions que l'on pourrait qualifier d'ambivalentes du seul fait qu'ils ne partagent pas la même vision des choses. Au contraire, ces oppositions rendent lisible la cartographie du social et permettent aux acteurs de s'y situer.

L'ambivalence identitaire se cristallise en dessous de la surface visible du conflit social. Elle fait des questions de l'identité et du destin le motif d'un tourment et ramène sans cesse à

la question de nos mérites et de nos faiblesses. Toujours resurgit le discours contradictoire de notre grandeur et de la précarité de notre situation, mais toujours aussi l'envie de durer. L'ambivalence trouve son sens le plus profond dans la quête de soi d'un sujet qui ne sait pas complètement qui il est ni ce qu'il veut faire de l'avenir. Elle témoigne d'une vie pleine de questions irrésolues et d'espoirs jamais tout à fait découragés.

A défaut de pouvoir faire taire ce tourment, de pouvoir répondre clairement à la question de l'identité et du destin, les Québécois de jadis se sont quand même employés à débusquer le sens de leur être et leur place dans le monde. Même en l'absence de réponse claire à leurs questions existentielles, ils savaient malgré tout qu'il leur fallait lutter et se dresser devant les forces qui s'étaient liguées contre eux.

Une fatigue

Mais l'ambivalence telle qu'elle s'exprime dans le Québec d'aujourd'hui est moins tourment que fatigue. Fatigués, nous tournons le dos à nos questions existentielles sans les avoir résolues. Fatigués de nous les poser, nous les laissons se régler toutes seules. [...]

L'ambivalence appartient à notre conscience historique dans ce qu'elle a de plus fondamental. Elle nous a fait osciller entre incertitude et espoir, entre courage et lassitude. Ces postures ne se succèdent pas dans notre histoire; elles ont toujours été plus ou moins concomitantes. S'il faut s'inquiéter de notre situation actuelle, c'est peut-être en raison du fait que l'un des deux pôles de cette tension tend à disparaître et qu'après « deux siècles de patience » nous nous apprêtons peut-être à céder au sommeil.

Après
« deux siècles
de patience »,
nous nous
apprêtons
peut-être
à céder
au sommeil

Contre la mise à l'écart des intellectuels

FÁBIO HENRIQUE PEREIRA

Professeur de la faculté de communication de l'Université de Brasília (Brésil) et spécialiste en sociologie des médias et des intellectuels.

J'ai fait la connaissance du Québec par l'entremise des intellectuels. Ma première visite ici remonte à 2007. Depuis, j'ai pu approfondir ma réflexion grâce à des contacts réguliers avec des chercheurs québécois et à partir d'une littérature critique sur la « crise » ou le « silence » des intellectuels au Québec, un questionnement qui s'applique également aux contextes du Brésil et de la France.

Mais qu'est-ce qu'un intellectuel ? Cette question surgit chaque fois que l'on tente de définir son rôle dans la société et ses rapports avec les médias. Notre imaginaire nous renvoie presque toujours à la définition française qui remonte à Zola et à Clemenceau lorsque a éclaté l'Affaire Dreyfus à la fin du XIX^e siècle, ou encore aux grandes figures de la tradition intellectuelle française comme Sartre, Camus, Foucault, Bourdieu... Selon cette définition, l'intellectuel appartient à la sphère de la culture et du savoir, est reconnu par ses pairs et par la société, et s'engage dans l'espace public à partir d'un point de vue critique. En France, ce type d'engagement a surtout été associé à la gauche et fondé sur des valeurs universelles liées aux droits de l'homme.

Porte-parole d'une société

Les intellectuels seraient donc les porte-parole d'une société. Au Québec, le rôle des intellectuels a historiquement été associé à la question nationale qui a influé sur la conception et la réflexion autour du projet identitaire dans différents domaines, comme les arts, la science et

les humanités. Bien sûr, le discours du milieu intellectuel québécois ne peut être réduit à cette seule question, même si elle a dominé le débat public à partir des années 1950 et 1960.

Au Brésil, les intellectuels sont aussi fascinés par l'identité nationale. Cet enjeu a été au cœur de la production culturelle tout au long du XX^e siècle et a influé sur le champ des arts (le Modernisme brésilien, par exemple) et les sciences humaines (avec Gilberto Freyre, Sérgio Buarque de Holanda, Darcy Ribeiro). La question identitaire a été associée à la construction d'un discours utopiste sur le Brésil comme le « pays du futur ». On voit cette utopie prendre forme par exemple dans la construction de la capitale Brasília à partir du projet moderniste des intellectuels Oscar Niemeyer et Lúcio Costa.

Or, même si le mot « intellectuel » renvoie à un imaginaire collectif commun, les intellectuels du Brésil, de la France et du Québec se déploient dans des contextes historiques et sociaux très spécifiques. D'ailleurs, on peut se demander s'il est possible de les regrouper dans une seule catégorie tant ils évoluent dans des environnements différents.

La « crise » des intellectuels brésiliens, français et québécois peut-elle être expliquée par des enjeux communs tels que la déception d'une partie de la population, y compris les intellectuels, face aux idéologies de gauche, la « professionnalisation » du statut d'intellectuel converti en expert dans les universités, dans les cercles artistiques et dans les partis politiques, avec comme conséquence un éloignement du débat public, et la réduction des espaces d'engagement des intellectuels surtout dans les médias ?

Les effets que ce scénario provoque dans ces trois pays sont très différents, car nous ne pouvons parler des mêmes intellectuels. En

France, il semble que cette idée de « crise » se traduise par la nostalgie de l'âge d'or des maîtres à penser des années 1950-1960. Au Québec, les intellectuels seraient arrivés à une sorte de carrefour : faut-il toujours revenir sur la question de l'identité nationale ou se concentrer sur des sujets plus particuliers tout en profitant d'une réputation et d'une expertise déjà établies à l'université, par exemple ? Au Brésil, les intellectuels semblent en perte d'influence : les débats nationaux se font principalement dans des espaces institutionnels comme le Parlement ou la Cour suprême ou dans les médias sociaux sans que les intellectuels puissent y jouer leur rôle.

Ne pas déclarer forfait

Toutefois, malgré ces indicateurs d'une « crise » des intellectuels, il faut peut-être éviter de déclarer forfait. Les intellectuels sont toujours là. Ils sont encore porteurs d'un discours critique sur la société. Ils continuent de chercher à s'engager publiquement. Ils combattent encore les injustices sociales. Il importe de voir que cette « crise » des intellectuels est aussi le résultat d'une stratégie de dévalorisation de leur rôle dans la société. D'autant plus que ce discours permet d'évacuer les défis sociaux sur lesquels les intellectuels doivent intervenir et interviennent effectivement. Il appartient aux intellectuels de prendre sur eux la responsabilité de dénoncer cette tentative de mise à l'écart qui vise à restreindre leur champ d'action ou à les exclure carrément de la sphère publique.

M. Pereira prononcera ce lundi soir à la Maison des écrivains une conférence intitulée « Les intellectuels et les médias au Brésil, en France et au Québec : peut-on parler d'une crise ? ». L'éditorialiste du Devoir Guy Taillefer animera la soirée qui commencera à 17 h.

Le nécessaire académisme

JEAN-BENOÎT NADEAU



Ma chronique « Dany l'immortel » sur l'indigence de l'Académie française a suscité des réactions auxquelles il faut répondre. La fascination qu'exerce l'Académie française en tant que symbole montre bien qu'il existe une demande d'académisme, une aspiration francophone vers un certain idéal de purité, une conscience de la langue. Elle fut même créée pour la combler.

Certes, l'Académie « fait » un certain nombre de choses, mais son action est celle des « faiseurs », puisqu'elle n'a jamais su faire ce qu'elle avait promis : produire un dictionnaire et une grammaire qui feraient référence. La démonstration de son insuffisance et de son amateurisme est très facile à faire : il suffit de regarder ce qui se fait ailleurs.

Il y a vingt ans, je vous aurais écrit que l'Académie française est inutile parce que l'académisme est une notion dépassée. J'ai changé d'idée après avoir visité l'Académie de la langue hébraïque, à Jérusalem, et la Real Academia Española, à Madrid. Les réalisations de l'Académie de la langue hébraïque, qui a ressuscité une langue jadis morte, prouvent qu'une académie n'est pas nécessairement le tombeau de la langue.

J'observe d'autres académies d'un peu plus loin — presque toutes les langues en ont une. Les institutions qui marchent ont trois points communs : elles sont actives, réactives et en phase avec leurs locuteurs. Les Islandais, par exemple, pratiquent une forme d'académisme qui construit les termes nouveaux à partir du vocabulaire des sagas médiévales islandaises. Ça leur convient.

J'ai pu constater dans mes conversations avec des membres de l'Académie française (et ses défenseurs) que ceux-ci n'ont pas la moindre idée de ce qui se fait ailleurs. C'est une honte, puisque les expériences normatives d'une langue étrangère sont transposables. L'Académie française fut créée en 1635 sur le modèle de l'Académie florentine della Crusca. Et la Real Academia de Madrid (comme la plupart des académies européennes) fut créée en 1714 à partir du modèle français.

Je ne réécrirai pas ici ma chronique sur les 22 académies de la langue espagnole, mais l'Académie de Madrid a su produire 23 éditions de son dictionnaire en trois siècles — dont deux éditions depuis 2001 ! Si vous regardez la liste des 43 *académicos*, plusieurs sont des spécialistes du langage, comme le directeur, le philologue Dario Villanueva, avec qui j'ai passé deux heures et dont la conversation sur la langue est autrement plus documentée que celle de son homologue à l'Académie française. Son collègue, Manuel Seco, est même l'auteur de son propre dictionnaire ! On n'a rien vu de tel à l'Académie française depuis un siècle.

La norme privatisée

L'incompétence historique de l'Académie française produit un curieux paradoxe. Alors qu'on imagine que l'Académie française a été la source de la norme du français, celle-ci découle plutôt, depuis quatre siècles, des efforts de particuliers entreprenants. Sur ce point, la langue française est la jumelle de la langue anglaise, dont la norme fut produite par les Johnson et les Webster de ce monde.

En français ? Depuis le XIX^e siècle, la norme française émane des Larousse, Littré et autres Robert. Ce n'est pas nouveau. L'Académie n'a jamais vraiment trop su comment relever ce défi. En 1694, la montagne accoucha enfin d'une souris... 14 ans après qu'un avocat et homme de lettres, César-Pierre Richelet, eut publié le sien, beaucoup plus substantiel. *Le Richelet*, réédité jusqu'en 1759, servait encore de référence 150 ans après sa parution en 1680.

L'Académie était si lente en fait qu'un de ses membres, Antoine Furetière, s'est écœuré. En 1690, quatre ans avant l'Académie, il a publié son propre dictionnaire concurrent, qui contenait quatre fois plus de mots et qui fut la véritable inspiration de l'encyclopédie de Diderot.

Côté grammaire, même inapplication. Ce sont deux religieux jansénistes qui produisirent une première grammaire, dite Grammaire de Port-Royal, dès 1660 (devançant ainsi l'Académie de 275 ans, qui publia la sienne pour son tricentenaire). Il y en eut bien d'autres. Au XX^e siècle, ce fut *Le bon usage* de Maurice Grevisse, avec 15 éditions depuis 1936.

Afin de pallier la nonchalance de l'Académie française, les autorités ont réagi en créant d'autres institutions capables de pousser à la roue. En France, cela a donné la Commission générale de terminologie et de néologie, qui a pris le relais en la matière. Le Québec, lui, s'est doté de l'Office québécois de la langue française, qui produit une norme forte. D'ailleurs, les langagiers ne s'y trompent pas : l'OQLF reçoit 25 fois plus de demandes d'information (50 millions) que le site de l'Académie française !

Redisons-le : 25 fois plus !

ACTUALITÉS

DILEMME

SUITE DE LA PAGE 1

l'un des dirigeants les plus médiatiques du système de santé québécois depuis 40 ans. Mais ces trois phrases déclenchent un certain nombre de questions sur le plan éthique et moral.

Confortablement installé dans un grand fauteuil, dans son appartement d'Outremont, l'ancien directeur général de l'Hôpital Notre-Dame, qui a également été ministre délégué de la Santé pendant quelques mois sous Bernard Landry, répond sans ambages à la question sur les risques de dérives. «*Éthiquement, c'est délicat comme discussion, je suis entièrement d'accord. Mais est-ce que c'est dangereux? On n'est pas un peuple méchant, on n'est pas un peuple qui ne respecte pas ses aînés.*»

Faudrait-il, par exemple, arrêter la dialyse après un certain âge? Ou refuser de la commencer? David Levine se pose ces questions, sans toutefois avoir de réponses. «*A 91 ans, on commence la dialyse et on décède en douze mois parce qu'on a toutes sortes d'autres problèmes. Ou bien, on ne fait pas la dialyse et on décède en six mois. Qu'est-ce qu'on fait? La dialyse, pour un an, c'est un montant important...*»

Il parle du vieillissement de la population, de l'explosion prévue du nombre de cancers à venir et donne l'exemple d'une personne cancéreuse qui souhaiterait avoir recours à un nouveau médicament expérimental, au coût de 120 000\$. «*Avec l'expérience et les connaissances que nous avons, nous savons que la personne, malheureusement, va mourir. On peut essayer le médicament pour voir ce que ça donne. Ça va peut-être réduire [la propagation des cellules cancéreuses] pendant un certain temps, mais elle va continuer. Tout le monde le sait. Est-ce qu'on investit des montants comme ça? Et si on investit là, on n'aura pas d'argent pour autre chose.*»

Combien vaut la vie?

Le débat est émotif, il va sans dire. Il suffit de se rappeler les nombreuses craintes et l'opposition viscérale de certains groupes dans le débat sur le projet de loi Mourir dans la dignité, adopté



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

David Levine raconte son expérience de gestionnaire et propose des solutions pour améliorer le système de santé québécois dans son livre *Santé et politique, un point de vue de l'intérieur*, publié chez Boréal.

l'an dernier à Québec. C'est donc sans surprise que «*personne ne veut "dealer" avec ça*», note David Levine. Selon lui, le gouvernement délègue le problème aux médecins qui, eux-mêmes, renvoient la balle à la famille, qui souhaite généralement maintenir en vie l'être aimé le plus longtemps possible. Il répète qu'il est difficile d'établir une règle stricte et que «*chaque décision doit rester une décision médicale*».

Il est bien conscient, également, de la difficulté de mettre dans la balance la vie d'une personne et une somme d'argent. Mais cela se fait déjà, plaide M. Levine. «*Pour approuver les nouveaux médicaments, on a un outil qui calcule le coût que ça représente pour une année de qualité de vie de plus. Et lorsque ça donne un résultat sous un certain montant, celui-ci n'est tout simplement pas approuvé. On utilise déjà cet outil pour prendre ces décisions-là. Quand on parle des derniers mois de la vie, c'est la même logique, mais c'est plus délicat.*»

Il répète qu'il ne veut pas prendre position, raison pour laquelle il n'a fait qu'effleurer la question dans son livre. «*Je ne fais pas le débat, je dis qu'il faut en parler parce qu'on a une responsabilité envers l'ensemble du système pour le financer.*»

Après 40 ans de vie active dans la gestion d'hôpitaux et une brève incursion dans la vie politique, David Levine partage désormais son temps entre l'enseignement, les conférences et la sculpture, restant très actif et intéressé par les questions de santé qu'il analyse et critique désormais sans gêne.

Dans son livre, il dit que l'une des choses les plus difficiles pour un p.-d.g. est de «*reconnaître que le moment est venu de partir*». Il a lui-même tiré sa révérence de l'Agence de la santé et des services sociaux en 2012, contrarié d'avoir perdu son autonomie sous la gouverne du ministre de la Santé de l'époque, Yves Bolduc, qui privilégiait un mode de microgestion néfaste pour le système de santé. Il sait de quoi il parle. Lorsqu'il était ministre délégué à la Santé, il s'est fait remettre à sa place par son sous-ministre pour cette raison. «*Il m'a dit que je n'étais pas le directeur général du réseau [...] Le rôle du ministre, c'est de développer des politiques, de développer une vision et de chercher des ressources du gouvernement.*»

Aujourd'hui, il se dit qu'il est effectivement parti à temps. Car la perte d'autonomie des gestionnaires du réseau a atteint un paroxysme depuis l'arrivée du ministre Gaétan Barrette. «*On est dans un moment de l'histoire où le système de santé du Québec est le plus centralisé, le plus bureaucratique, où il y a le plus de contrôle. De toute ma carrière, je n'ai jamais vécu ça.*»

Le Devoir

David Levine en cinq dates

1948 Naissance à Montréal
1976 Directeur du CLSC Saint-Louis-du-Parc
1992 Directeur général de l'hôpital Notre-Dame
2002 Ministre délégué à la Santé
2002 Après avoir perdu ses élections dans Berthier, il est nommé directeur de la nouvelle Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

COURSE

SUITE DE LA PAGE 1

ment pas vu grand-chose. Un Grand Prix du Canada dépourvu de rebondissements notables, sauf peut-être quand une marmotte téméraire a dû regagner en toute hâte le décor alors que trois véhicules pressés fonçaient vers elle. L'essentiel du suspense était là, là et dans l'incertitude autour du sort réservé à la coiffeuse de Bernie Ecclestone: allait-elle partir au vent qui soufflait sur la ligne de départ?

Pas de sorties de la voiture de sécurité comme il y en avait eu tant l'an dernier. Pas de tôle froissée. Pas de bolide qui s'approche un peu trop du mur du Québec pour qu'on ne s'inquiète pas pour lui. Pas de monoplace qui prend feu. Même pas de nuvite dans le virage Senna ou l'épingle du casino. On va raconter quoi à nos petits-enfants? Qu'on a vu par les fenêtres de la salle de presse passer Al Pacino en route vers les paddocks?

Il y a bien eu deux tête-à-queue, de Nico Hülkenberg et Kimi Räikkönen, mais ils ont été

sans conséquence. En fait, le train-train était tel que, jusqu'au 47^e tour, fait rarissime, les 20 pilotes étaient toujours en piste. Ordinairement, il se trouve toujours une Toro Rosso, une Force India ou une Manor pour rendre l'âme alors que la soirée est encore jeune. Pas cette fois. Ça doit être que l'asphalte de l'île Notre-Dame est de qualité supérieure à celui des rues de la ville dont elle fait partie.

Au 47^e tour, Fernando Alonso, nouvel arrivé chez McLaren, a été contraint le premier de déclarer forfait quand son moteur lui a fait savoir qu'il n'irait pas plus loin. Celui-là — Alonso, pas le moteur, qui ne s'en fait pas trop avec ces choses — doit trouver le temps atrocement long: en sept courses cette saison, il revendique une absence (après un accident subi à l'entraînement), une 11^e place, une 12^e et quatre abandons, y compris lors des trois dernières épreuves. Il a déjà dit qu'il était entièrement concentré sur 2016, et on le comprend un peu. Ses deux championnats du monde sont à des années-lumière.

L'an dernier, on avait assisté à un amoncellement de soubresauts, dont un problème de bagnole pour Hamilton vers la fin de la

course, et Daniel Ricciardo, de Red Bull, était sorti d'un peu nulle part pour coiffer Rosberg au poteau et remporter la première course de sa carrière. Dimanche, il n'a jamais été dans le coup et il a terminé 13^e. Il faut dire qu'il avait déjà préparé son public à une déconvenue en annonçant qu'il ne s'attendait pas vraiment à des succès foudroyants. Quand un gars dit qu'il le faudra patienter et offre un «on ne sait jamais» pour fouetter les troupes, les attentes ne sont pas très élevées. «On ne sait jamais, des choses peuvent se produire à l'avant du peloton», avait-il mentionné la semaine dernière. Mais justement, il ne s'est rien passé à l'avant et le peloton, lui, se trouvait plutôt en arrière.

À l'exception de Ferrari, ils font d'ailleurs tous cela maintenant: oh, vous savez, Mercedes est tellement forte, tellement supérieure à ses concurrents qu'il ne sert à rien de se bercer d'illusions. Cela a le mérite d'être franc, mais cela distille aussi un certain ennui. Parfois, on aimerait ne pas savoir à quoi s'attendre, mais la F1 s'en va jusqu'à nouvel ordre dans une direction opposée.

SOUPIR

SUITE DE LA PAGE 1

tique dont nous ne savons plus si nous la voulons vraiment», écrit Jacques Beauchemin dans *La souveraineté en héritage*, publié chez Boréal.

La mort de Jacques Parizeau illustre ce que le professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) appelle un «dur constat»: «*Les carottes sont cuites. Si on ne fait pas la souveraineté maintenant, on ne la fera pas du tout. La fenêtre qui s'est ouverte avec la Révolution tranquille est en train de se refermer. La génération qui a porté ce projet-là est en train de disparaître*», dit-il en entrevue au téléphone.

L'auteur cite en exergue *La fatigue culturelle du Canada français* d'Hubert Aquin, publié en 1962: «*[...] ils veulent simultanément céder à la fatigue culturelle et en triompher, ils préchent dans un même sermon le renoncement et l'ambition. Cette société aspire à la fois à la force et au repos, à l'intensité existentielle et au suicide, à l'indépendance et à la dépendance.*»

Cinquante-trois ans après l'article d'Aquin, le Québec se trouve bel et bien face à son destin, croit M. Beauchemin. Le sociologue, en tout cas, est lui-même à un carrefour. À 60 ans, il admet être «fatigué» de se battre pour le pays.

Il a été sous-ministre responsable de la langue française dans le bref gouvernement Marois, de l'automne 2012 au printemps 2014. Il a suggéré d'appliquer la loi 101 aux cégeps, pour empêcher les francophones de fréquenter les collèges anglais. Et il a recommandé d'étendre aux entreprises de 50 employés et moins les dispositions faisant du français la langue de travail. Jacques Beauchemin — et le gouvernement péquiste — s'est heurté à un mur. Ses recommandations étaient loin de faire l'unanimité, même au sein du Parti québécois (PQ).

«*Les stratégies, ça a ses limites. Si les gens ne veulent pas y aller, il faut en prendre acte*, dit-il en soupirant. *Oui, je suis fatigué. J'ai dit aux*

«*Si on dépolitise la question de la langue, si on la dédramatise, on va perdre la bataille*»

Jacques Beauchemin

membres de mon entourage que c'est la dernière fois que j'écris un livre sur le Québec, parce que j'ai tout dit.»

M. Beauchemin est conscient que bien des gens vont croire qu'il est amer parce qu'il ne verra pas naître le pays avant de mourir. Bien des gens vont lui dire que la terre n'arrêtera pas de tourner lorsqu'il quittera ce monde — pas plus que la mort de Jacques Parizeau ne sonne la fin de l'histoire. Il dit faire un constat lucide, pas du tout marqué par sa propre fatigue.

Il réfléchit à voix haute: peut-être que le PQ aura été le parti d'une génération. Peut-être que la majorité francophone se sent encore trop fragile, pas assez sûre d'elle-même, pour accoucher d'un projet de société rassembleur pour les minorités. On lui soumet aussi le point de vue d'un Stéphane Dion, qui a été ministre de «l'unité nationale» dans le gouvernement Chrétien: peut-être que le Québec s'épanouit dans le Canada. Peut-être que la loi 101 est une «grande loi canadienne», comme le clame M. Dion. René Lévesque lui-même disait que le Canada, ce n'est pas le goulag.

«*Oui, peut-être qu'ils ont raison*, admet Jacques Beauchemin. *Peut-être qu'on n'a pas absolument besoin de la souveraineté. Certains diront: on vit dans un beau pays, on parle français, c'est quoi le problème finalement?* [Le sociologue] Guy Rocher a dit qu'on est victimes de nos succès. Jusqu'à un certain point, c'est vrai. Mais je pense que les Québécois sont faussement reconfortés. Si on dépo-

litise la question de la langue, si on la dédramatise, on va perdre la bataille.»

Le professeur rappelle l'importance du «desir de durer», ce que le sociologue et philosophe Fernand Dumont appelait la «survivance», dans la psyché québécoise. Il constate que la génération montante semble avoir perdu cette crainte de disparaître. «*On a échoué à transmettre ce desir de survivance à nos enfants et à nos petits-enfants.*»

Ses enfants âgés de 38 et 40 ans, et leurs propres enfants en bas âge, ne voient pas l'anglais comme une menace. Jacques Beauchemin est pourtant convaincu qu'une bonne partie, sinon la majorité, de ses étudiants à l'UQAM, sont souverainistes. «*La plupart disent qu'ils sont souverainistes, mais c'est comme s'ils attendaient qu'on leur dise où cliquer like sur Facebook. De là à militer et à s'empêcher de dormir pour le pays... Ce n'est pas une question de vie ou de mort pour eux.*»

Le sociologue se trouve en France, où il donne une série de conférences sur le Québec. Il affirme que les Français ont de la misère à suivre le parcours politique de leurs cousins d'outre-mer. «*Les gens me disent: qu'est-ce qui se passe au Québec? La souveraineté, vous la faites ou vous ne la faites pas? Si vous la faites, dites-le-nous, on va vous appuyer.*»

Il leur répond qu'un leader fort nommé Pierre Karl Péladeau vient de prendre la direction du PQ. Que ce chef est là pour une raison, une seule — «*faire du Québec un pays*» — et qu'il se bat à visage découvert. PKP a mis de côté les «astuces», les non-dits et les faux-fuyants des dernières décennies. Et qu'avec Péladeau, le Québec vit son moment de vérité. «*Si on est incapables de faire la souveraineté avec le PQ dirigé par Pierre Karl Péladeau, je ne vois pas comment on pourra la faire.*»

Le Devoir

Lire aussi Notre ambivalence joyeuse est notre drame. Un extrait du livre de Jacques Beauchemin intitulé *La souveraineté en héritage* (Boréal, 176 pages, 2015). Page A 7

EXPERTS

SUITE DE LA PAGE 1

l'économie, de l'information et de l'analyse de l'énergie du ministère de l'Énergie de l'Alberta, Matthew Foss. Le président-directeur général de l'Alberta Energy Regulator, Jim Ellis, sera présent. Cet organisme réglemente tout le développement énergétique de la province.

Le panel compte aussi Jean-Louis Schilansky, président du Centre des hydrocarbures non conventionnels (CHNC). Cet organisme français formé au cours des derniers mois milite en faveur du pétrole et du gaz de schiste. M. Schilansky a d'ailleurs déjà décrit ces ressources comme étant à l'origine d'une «véritable révolution énergétique». Le CHNC a notamment réussi à rallier le géant pétrolier Total.

Un autre expert français prendra part aux discussions. Il s'agit d'Yves Mathieu, un chef géologue à la retraite de l'Institut français du pétrole. Le directeur du volet Amériques de la division géotechnique des grands projets de l'entreprise Fugro GeoConsulting, Dan McConnell, sera lui aussi présent. Cette société texane se spécialise dans l'exploration et l'exploitation d'énergie fossile en milieu marin, notamment pour les forages et les pipelines.

La liste des invités inclut David Knapp, économiste en chef de la firme américaine Energy Intelligence Group. Cette entreprise est spécialisée dans l'analyse internationale du secteur énergétique, et plus particulièrement du pétrole et du gaz naturel.

On compte par ailleurs un avocat américain, Dave Neslin, qui se spécialise dans la réglementation de la fracturation hydraulique. Le gouvernement a également invité un chercheur de l'Université nationale de Singapour, Philip Andrews-Speed, qui a fait carrière dans l'exploration pétrolière, ainsi que Erik Ranheim, un représentant norvégien d'Intertanko, une «association indépendante des propriétaires de pétroliers et cargos».

Un seul expert provient du Québec. Il s'agit de Stéphanie Trudeau, vice-présidente, Stratégie, communication et développement durable chez Gaz Métro.

Arcand confiant

Interpellé sur la composition de cette table d'experts, le ministre Arcand s'est dit «confiant» dans le fait d'obtenir un portrait complet concernant la filière des hydrocarbures à partir des discussions du 15 juin.

«*Les experts, selon leur champ d'expertise, présenteront leur vision des défis à relever pour développer la filière des hydrocarbures, ainsi que le fruit de leurs réflexions sur l'exploration, l'exploitation, le transport et la distribution du pétrole et du gaz naturel au Québec. Ces présentations alimenteront les discussions qui s'ensuivront avec les partenaires invités afin de dégager les orientations à mettre de l'avant dans la prochaine politique énergétique*», a expliqué son cabinet, par voie de courriel.

L'ingénieur en géologie Marc Durand estime au contraire que cette table d'experts n'a aucune crédibilité. «*Le gouvernement a clairement choisi des gens qui militent en faveur de l'industrie pétrolière et gazière. Il cherche visiblement une approbation et il va la chercher auprès de gens qui ne connaissent pas le contexte local.*»

M. Durand se questionne d'ailleurs sur la pertinence des choix des experts en soulignant que dix des onze proviennent de l'extérieur du Québec. Ils ne seraient donc pas au fait des controverses soulevées par chacun des projets en développement. «*D'après ce que je constate, ces gens n'ont aucune expertise sur le Québec. Ils ne connaissent pas les cas d'Anticosti, du golfe ou de la vallée du Saint-Laurent*», déplore l'ingénieur en géologie.

Le responsable de la campagne climat de Greenpeace, Patrick Bonin, juge même que le choix des experts démontre que le gouvernement Couillard souhaite «enfoncer davantage le Québec dans le pétrole». «*Cette table est largement dominée par des experts pro-pétrole et gaz. C'est un signal inquiétant en vue de la future Politique énergétique du Québec.*»

Selon ce que fait valoir M. Durand, le ministère aurait pourtant sollicité des avis en vue de la formation de cette table d'experts au cours des derniers mois. Mais à son avis, aucun expert «critique des hydrocarbures» n'aurait été retenu.

Comme ce fut le cas pour les deux tables d'experts tenues plus tôt cette année, cette journée consacrée aux hydrocarbures sera suivie, en soirée, d'une «consultation publique». «*Lors de cette séance de consultation, les citoyens et les organismes pourront intervenir au micro durant une période limitée afin de permettre à un plus grand nombre de participer*», a précisé le bureau de M. Arcand. Lors des deux tables précédentes, le temps de parole avait été fixé au préalable à cinq minutes.

Les personnes qui souhaitent assister à la table d'experts ou participer aux discussions lors de la séance de consultation publique qui suivra en soirée doivent s'inscrire au préalable en ligne. «*Il convient de mentionner que les places sont limitées*», précise toutefois le ministère sur son site.

La politique énergétique 2016-2025 doit normalement être prête pour l'automne 2015. Le gouvernement Couillard compte aussi inclure des «démarches complémentaires» au processus, dont l'évaluation environnementale stratégique (EES) sur les hydrocarbures et celle sur Anticosti.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333

La rédaction
 Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
 Par courriel redaction@ledevoir.com
 Par télécopieur 514 985-3360

Publicité
 Au téléphone 514 985-3399
 Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
 Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres
 Au téléphone 514 985-3344
 Par courriel avisdev@ledevoir.com
 Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement
 Au téléphone 514 985-3322
 Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)
 Au téléphone 514 985-3355
 Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
 Par courriel abonnements@ledevoir.com
 Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel
 Par courriel agenda@ledevoir.com